

DES CONDITIONS DE DÉLIVRANCE ET D'UTILISATION DES CARNETS DE CHÈQUES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 4 Juin 1928, à 14 heures

PAR

Robert M. DALSACE

Président : M. GERMAIN MARTIN, Professeur
Suffragants { *MM. ALBERT WAHL, Professeur*
ROGER PICARD, Professeur

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, rue Soufflot — PARIS (V°)

1928

**DES CONDITIONS
DE DÉLIVRANCE ET D'UTILISATION
DES CARNETS DE CHÈQUES**

**La Faculté n'entend donner aucune approba-
tion ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

DES CONDITIONS DE DÉLIVRANCE ET D'UTILISATION DES CARNETS DE CHÈQUES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 4 Juin 1928, à 14 heures

PAR

Robert M. DALSACE

Président : M. GERMAIN MARTIN, Professeur
Suffragants { *MM. ALBERT WAHL, Professeur*
 { *ROGER PICARD, Professeur*

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, rue Soufflot — PARIS (V^e)

1928



INTRODUCTION

Depuis le milieu du xix^e siècle, la question du chèque n'a jamais cessé d'être à l'ordre du jour des préoccupations du Parlement et des milieux d'affaires, mais, dans les dix dernières années, elle s'est, plus qu'à aucun moment imposée à l'attention du fait que l'on a vu dans le développement du système de règlements par chèques le moyen le plus efficace peut-être de lutter contre l'inflation par billets de banque. Le rapporteur à la Chambre des Députés de la dernière loi sur le chèque, M. Merlant, n'a pas manqué de faire cette constatation : « Le chèque, écrit-il, permet des transactions considérables, sans déplacement de numéraire ; son usage est donc l'un des meilleurs remèdes à employer dans les périodes où il existe une tendance à l'inflation ; aussi une véritable croisade s'est-elle organisée en France, ces dernières années, pour le faire connaître et le répandre. Des esprits avertis se sont mis à la tête du mouvement ; le chèque a eu ses défenseurs, ses propagateurs, je dirai même ses historiens qui, en d'intéressants articles publiés dans les revues financières et éco-

nomiques ou dans d'importants ouvrages écrits à ce sujet, ont porté cette grave question devant l'opinion publique. » (Rapport N° 2706, Chambre des Députés, annexe au procès-verbal de la séance du 5 mars 1926).

Et l'honorable parlementaire cite quelques uns des ouvrages parus récemment et les plus répandus : *Le Chèque, théorie et pratique*, par Jacques Bouteron ; *Le Chèque à la portée de tous*, par André Mater ; *La déflation en pratique*, par Charles Rist ; *Le Chèque et sa fonction économique*, par Albert Buisson ; *Le Payement des chèques, perdus, volés et altérés en droit comparé* par Achille Fould ; *Le chèque et la déflation monétaire* par Guy de Montjou.

C'est un fait incontestable que la campagne pour la diffusion du chèque s'est accentuée à mesure que le poste « circulation des billets » s'est gonflé ; d'autant que, pour l'immense majorité des personnalités, même les plus averties, l'inflation par billets était la cause essentielle de la baisse de notre change et de la hausse des prix. En conséquence, le but à atteindre était, avant tout, d'arriver à la limitation et, si possible, à la réduction du nombre des billets... Que cela fût possible grâce au chèque, l'exemple de l'Angleterre ne permettait pas d'en douter. Les statistiques étaient éloquentes : près de 95 % des paiements de ce pays se font par chèques : les billets et les monnaies métalliques n'y jouent plus qu'un rôle d'appoint. Il s'agissait donc

d'imiter l'Angleterre et de substituer le chèque au billet de banque.

Dessein louable assurément, car, à bien des égards, le chèque est un moyen plus perfectionné de règlements que le billet de banque, mais la campagne engagée, encore que soutenue par les Pouvoirs Publics, n'a pas donné de résultats bien sensibles. La raison en est, pour partie, qu'elle portait à faux. On disait : « employez les chèques au lieu des billets ». Mais on ne se rendait pas assez compte que le chèque ne peut mener à une économie de billets et de numéraire que dans certaines conditions. Et ces conditions n'étaient malheureusement pas réalisées en France, alors qu'elles l'étaient en Angleterre. Pour que le chèque ait toute son efficacité, il est nécessaire que, dans le pays, les comptes en banque soient très développés : ce qui est le cas en Angleterre, mais non en France. Augmenter le nombre des comptes en banque, voilà quel eût du être le but. Et du même coup, les règlements par chèques se fussent multipliés et les monnaies eussent été économisées.

Il importe d'insister un peu sur ce point qui n'a pas toujours été suffisamment aperçu. Supposons qu'un chèque soit remis à une personne qui n'a pas de compte en banque. Va-t-il y avoir économie de billets ? aucunement. Le tireur, en l'espèce, se passe de billets : mais le tiré doit en verser au porteur. Le chèque alors ne présente pas d'avantages pour la communauté ; il est

une source d'ennuis et de risques pour le bénéficiaire et même pour le tiré. Les inconvénients l'emportent sur les avantages.

Mais les choses changent du tout au tout si le porteur a un compte en banque. Il endosse alors le chèque à sa banque : le mécanisme des compensations est déclenché, du fait que deux banques se trouvent en face l'une de l'autre.

Avant tout, il eût donc fallu pousser à la multiplication des comptes en banque. Or les circonstances ne s'y prêtaient guère, la politique générale et spécialement la politique fiscale rendant les capitalistes défiant ; du moment que la pratique des comptes en banque ne s'étendait pas, la campagne en faveur de la diffusion du chèque devait fatalement échouer.

C'est d'ailleurs une question de savoir si la substitution d'un système de règlements par chèques au système actuel de règlements par billets eût entraîné tous les avantages qu'on en attendait pour l'économie nationale. Tout d'abord des esprits éminents contestent que la multiplication des billets soit la cause principale de la baisse du franc et de la hausse des prix. Ensuite et surtout l'on affirme qu'une inflation par crédit eût remplacé l'inflation par billets et que la situation n'en eût point été amendée.

Ce sont là des problèmes qui débordent le cadre de cette étude et qui, au surplus, sont loin d'être résolus.

Il semble que, en matière de changes et même de prix, les questions d'ordre technique, pour importantes qu'elles soient, n'ont qu'un rôle assez effacé en comparaison des questions politiques et psychologiques.

L'exemple de la France et de l'Italie, dans les quatre ou cinq dernières années, le démontre surabondamment. L'objet de cette étude est d'ailleurs tout différent : il s'agit de déterminer les risques spéciaux que présente le système de paiement par chèques et d'indiquer qui doit les supporter des diverses personnes qui figurent au chèque : tireur, porteur et tiré. C'est surtout la situation du tiré qui retiendra notre attention.

Le chèque a été en France l'objet de nombreuses lois : tout d'abord la loi fondamentale du 14 juin 1865 qui a donné son statut au chèque ordinaire, puis, la loi du 30 décembre 1911 qui a régularisé la pratique du barrement, sans préjudice de toute une série de textes apportant des retouches et des modifications à notre système général de règlements par chèques ; loi du 19 février 1874 d'ordre principalement fiscal ; loi du 24 janvier 1917, relative à la domiciliation des chèques ; loi du 26 janvier 1917, assimilant les agents de change aux banquiers, en ce qui concerne les chèques barrés ; loi du 2 août 1917, frappant de pénalités spéciales les chèques non provisionnés ; loi du 28 août 1924, autorisant le paiement par chèques des effets de commerce ;

enfin loi du 12 août 1926, modifiant sur de nombreux points l'état des choses préexistant.

En négligeant le chèque postal qui obéit à des règles propres, notamment en matière de responsabilité, et dont nous ne nous occuperons pas, il reste deux sortes de chèques en circulation : le chèque ordinaire et le chèque barré. A l'étranger, la gamme est parfois plus variée. L'Allemagne, par exemple, connaît en outre le chèque de virement et l'Amérique le chèque certifié. Il paraît vraisemblable que ces deux formes de chèques recevront bientôt droit de cité en France. Du moins, l'honorable M. Merlant le laisse-t-il espérer dans son rapport : « Deux de nos collègues, MM. Guy de Montjou et Achille Fould ont déposé une proposition de loi (Chambre N° 1402), tendant à créer le chèque certifié et le chèque de virement, proposition extrêmement intéressante et qui fera l'objet d'un prochain rapport » (Rapport précité N° 2706, p. 12).

Aujourd'hui, en dehors du chèque postal, notre législation ne s'occupe que du chèque ordinaire et du chèque barré. La loi du 14 juin 1865 donne du chèque ordinaire la définition suivante : « le chèque est l'écrit qui, sous la forme d'un mandat de paiement sert au tireur à effectuer le retrait, à son profit ou au profit d'un tiers, de tout ou partie des fonds portés au crédit de son compte chez le tiré et disponibles. » En voici les caractéristiques essentielles ; il est à vue, c'est-à-dire

payable à présentation, ce qui en fait un titre de paiement et non de circulation comme la lettre de change. Il s'ensuit que la provision doit être préalable et disponible, c'est-à-dire qu'elle doit exister dès l'instant de l'émission et être à la discrétion de l'émetteur. A l'origine, le chèque était exempt de tout droit de timbre. Actuellement, il bénéficie d'un tarif de faveur, 0.20.

Quant au chèque barré, c'est un chèque ordinaire, mais traversé de deux barres parallèles : le barrement peut être général ou spécial. Le barrement est général s'il ne porte entre les deux barres aucune désignation ou seulement la mention « et compagnie », il est spécial si le nom d'un banquier est inscrit entre les deux barres. Le chèque à barrement spécial ne peut être présenté au paiement que par le banquier désigné.

Deux différences capitales, dans notre droit, séparent le chèque barré du chèque ordinaire. Le chèque barré ne peut être tiré que sur un banquier ou un officier assimilé, tandis que le chèque ordinaire, même aujourd'hui, peut être tiré sur n'importe qui, sauf depuis la loi du 22 mars 1924, à payer un droit de timbre proportionnel. Le chèque barré ne peut être présenté que par un banquier, tandis que le chèque ordinaire peut l'être par n'importe qui. Il suit de là qu'en France, le chèque barré est un meilleur instrument de compensation que le chèque ordinaire parce qu'il met en présence deux Banques. Et c'est d'ailleurs la raison

principale qui l'a fait admettre en 1911 par le législateur. On espérait qu'il susciterait de nombreuses ouvertures de comptes et qu'ainsi l'on créerait peu à peu un milieu adéquat à un bon fonctionnement du système des chèques. Ces espérances ne se sont que faiblement réalisées pour des motifs divers : éducation économique peu développée du public, organisation assez défectueuse et routinière des banques, craintes fiscales.

Bien que fort nombreuses, nos lois sur le chèque sont très incomplètes et pas du tout systématiques. La loi du 14 juin 1865 sur le chèque ordinaire est une sorte de compromis entre des tendances diverses. L'on voudrait d'une part se rapprocher de la législation anglaise, car on est émerveillé du développement qu'a pris le chèque dans ce pays ; mais l'on n'ose aller jusqu'au bout, on craint de perdre des recettes fiscales. Quant à limiter le tirage du chèque sur les Banques, comme c'est le cas en Angleterre et dans tous les pays qui se font une exacte conception de cet instrument, il n'y faut pas songer, ce serait créer un privilège et porter atteinte à la liberté des conventions. Et cette erreur initiale n'est pas encore tout-à-fait réparée : depuis 1865, elle a fait dévier le chèque de son rôle propre qui est d'être un procédé de compensation. Depuis, on a apporté retouches sur retouches à la loi de 1865, mais toujours d'une manière empirique, pour remédier à

des défauts et à des abus révélés par la pratique et la jurisprudence. Notre législation du chèque est comme un barrage qui fait eau, que l'on répare sans cesse, mais que l'on ne refait jamais. Et peut-être, dans une matière si mouvante, est-ce une façon de légiférer qui s'impose... mais cela laisse un rôle de premier plan à la pratique, à la jurisprudence et à la doctrine. Et sur bien des points l'on reste dans le domaine des incertitudes et des contradictions, notamment en ce qui touche les responsabilités respectives des personnes qui figurent sur un chèque. Ces observations sont spécialement exactes pour ce qui est du chèque ordinaire, dont le statut manque d'homogénéité. Le chèque barré a été transplanté, à peu près sans modification d'Angleterre en France, les responsabilités y sont mieux délimitées. Dans la pratique, les Banques sont aux deux bouts de la vie si éphémère du chèque : ce sont elles qui délivrent les formules à leurs clients, et ce sont elles qui les payent. Quelles précautions prennent-elles et doivent-elles prendre dans ces deux actes ? C'est ce qu'il importe d'abord d'indiquer. Nous verrons ensuite s'il ne serait pas possible en analysant les rapports du tireur, du porteur et du tiré, de dégager un principe de répartition des risques et responsabilités, ou s'il n'y a là que des questions d'espèces qui doivent être laissées à la libre appréciation des Tribunaux. En résumé, cette étude comprendra deux parties : l'une

d'ordre technique qui indiquera comment les Banques remettent des chèques et les payent ; l'autre d'ordre théorique sur la responsabilité des « accidents » inhérents au système des paiements par chèques.

CHAPITRE I

RÈGLES SUIVIES PAR LES BANQUES LORS DE LA DÉLIVRANCE DES CARNETS DE CHÈQUES

Délivrer un carnet de chèques n'est pas pour les banques une opération principale, c'est-à-dire qui se suffit à soi-même. C'est une opération accessoire qui en présuppose une autre : à savoir l'ouverture d'un compte, d'où la nécessité d'indiquer brièvement quelles sont les ouvertures de comptes qui permettent ensuite d'obtenir des carnets de chèques, à quelles personnes elles sont consenties et dans quelles conditions.

a) Diverses espèces de comptes ouverts par les banques.

A la Banque de France on distingue principalement les comptes de dépôts de fonds, les comptes-courants qui comportent la faculté d'escompte, et les comptes d'avances. Comme l'indique M. A. Wahl (*Précis théorique et pratique du Droit Commercial*, Recueil Sirey,

1922, p. 627, n° 1738) le dépôt de fonds en banque a pour but d'éviter au déposant les risques de perte pour l'argent qu'il ne peut placer à raison des besoins urgents qu'il peut en avoir : fonds de roulement dans une maison de commerce, sommes nécessaires pour faire face à des échéances prochaines ou même aux besoins du ménage. Les fonds sont retirés par chèques.

« Le compte-courant est la convention suivant laquelle une personne ouvre au nom d'une autre des écritures où elle porte au crédit les versements faits par celle-ci ou pour son compte, au débit, les prélèvements faits par elle, de manière que tous ces versements et tous ces prélèvements perdent leur individualité pour devenir exclusivement des articles de débit et de crédit. » (Ibid. 1757). Dans le compte d'avances, la Banque s'engage jusqu'à concurrence d'une somme déterminée, à faire les versements que demandera le client.

Les autres Banques suivent des pratiques analogues. La Société de Crédit Industriel et Commercial, par exemple, ouvre des comptes de chèques, des comptes-courants et des comptes à échéance fixe. Les qualifications varient, mais les opérations sont identiques. Il n'est pas possible de tirer de chèques sur les comptes à échéance fixe, la provision n'étant pas disponible ; l'on peut, au contraire, en tirer sur toutes les autres variétés de comptes. Le compte le plus largement ac-

cessible est le compte de dépôts comme il va être indiqué ci-dessous :

b) Personnes à qui les Banques peuvent ouvrir des comptes, spécialement des comptes de dépôt.

A la Banque de France, les conditions sont assez rigoureuses en ce qui concerne les comptes-courants et surtout les comptes d'avances. L'avance est, par exemple, refusée aux mineurs même émancipés par le mariage ou autrement ; au contraire, pour ce qui est des comptes de dépôts, la Banque de France suit une politique très libérale : en principe, toute personne peut en obtenir un. D'après les circulaires, celui qui désire se faire ouvrir un compte de dépôts de fonds doit se présenter en personne pour signer la demande. Des formalités particulières sont exigées des incapables, des femmes séparées de corps ou divorcées, des femmes mariées qui invoquent le bénéfice de certains régimes matrimoniaux ou de la loi du 13 juillet 1907 ; des Sociétés, même de simples sociétés de fait. Pour ce qui est notamment des commandites par actions et des sociétés anonymes, une délibération du Conseil d'Administration doit désigner les personnes qualifiées pour les prélèvements. Ici encore les autres établissements de crédit ne s'écartent pas sensiblement des règles suivies par la Banque de France ; ils essayent, en général, de grouper les comptes des incapables à leurs sièges sociaux y étant

mieux outillés pour les surveiller. C'est qu'en effet, ainsi que nous le verrons plus loin, tout n'est pas fini quand un compte est ouvert, il faut veiller à ce qu'il soit manœuvré correctement. Par exemple, le Crédit Foncier de France ne fait pas de difficulté pour admettre à ses comptes de dépôts les femmes mariées qui justifient d'une profession séparée, mais il se montre très exigeant pour le maniement de ces comptes, réclamant des autorisations maritales non prévues dans la loi de 1907.

c) Conditions d'ouverture des comptes.

Il est clair que ces conditions varient selon la nature des comptes à ouvrir. La question de solvabilité, par exemple, n'est pas prise en considération dans les comptes de dépôts de fonds, alors qu'elle est capitale dans les comptes-courants. En matière de comptes de dépôts, — le problème de la capacité étant supposé résolu, — les exigences des Banques se réduisent en général à demander une pièce d'identité, un spécimen de la signature du titulaire et du fondé de pouvoirs, s'il y a lieu, et, cela est impliqué dans la notion même d'ouverture de compte, un certain dépôt. La pratique des Etablissements de crédit n'est pas absolument identique quant au minimum de dépôt à admettre; mais la plupart du temps, l'on se contente de sommes même infimes, 50 frs par exemple. Et cela s'explique aisément. Tout d'abord ce sont les directeurs des suc-

curiales qui décident et ils ont intérêt à ce que les affaires de la maison à la tête de laquelle ils sont progressent, puisqu'ils ont un certain pourcentage sur les bénéfices et que d'autre part leur avancement en dépend. Et même les directions générales les poussent à se montrer libéraux, car la concurrence est très vive entre les Banques. Il ne s'agit pas de décourager les clients, mais au contraire de leur offrir plus de facilités que le voisin ; sans doute, les petits comptes coûtent plus qu'ils ne rapportent, mais l'on ne sait jamais si un petit compte ne deviendra pas gros. En tout cas, c'est une chance à tenter, si au bout d'un temps assez prolongé, deux ou trois ans, le compte est toujours squelettique, on avisera alors à le faire supprimer s'il est possible, sans risques.

Les questions de capacité mises à part, il est donc possible pour à peu près n'importe qui de se faire ouvrir un compte de dépôts dans la plupart de nos Banques. Il existe cependant une exception notable : nous voulons parler de la Banque de France, elle n'ouvre de comptes de dépôts, déclarent ses instructions qu'aux personnes honorables. La portée de cette exigence est assez délicate à déterminer. Il semble bien qu'elle oblige la Banque à une enquête sur le client inconnu qui s'offre. Mais, une enquête peut être plus ou moins approfondie, elle peut porter sur le passé ou seulement sur le présent. On estime

que la responsabilité de la Banque de France serait engagée, si elle ouvrait un compte sans enquête à une personne notoirement malhonnête, et qu'au contraire, elle serait à l'abri de toute responsabilité si le client ne devenait deshonnête qu'après l'ouverture du compte. La tâche de la Banque serait trop lourde si, d'une part, elle devait fouiller à fond le passé de chaque client, et si de l'autre, elle devait le suivre sans cesse pour savoir s'il demeure honorable. En fait, l'exigence de l'honorabilité est quasi une formule de style, seuls les individus qui ont subi des condamnations figurant à leur casier judiciaire sont exclus des comptes de dépôts. Avoir à son nom un carnet de chèques de la Banque de France apparaît encore à l'opinion publique comme une garantie d'honnêteté. C'est flatteur pour la Banque, mais ce n'est pas toujours exact. Ici encore, ce sont les directeurs des Agences qui décident et la tendance est de se montrer large pour les raisons déjà indiquées, d'autant que le refus d'ouverture d'un compte, étant donné l'exigence de l'honorabilité, serait, croyons-nous, susceptible de servir de base à une action en justice, si elle était injustifiée : elle équivaldrait, en effet, à une certaine disqualification. La question s'est d'ailleurs posée devant les tribunaux (Trib. Comm. de la Seine, 17 octobre 1904, *Gaz. du Palais*, 1904, 2. 560). Il a paru qu'elle était de la compétence exclusive du Conseil d'Etat, le refus d'ouver-

ture d'un compte constituant un acte d'administration intérieure (art. 21, § 1, titre IV de la loi du 22 avril 1860).

En résumé, la nécessité de l'honorabilité n'est pas sans conférer un certain prestige à la Banque, mais elle est suceptible de lui créer d'assez sérieuses difficultés et responsabilités. La position prise par les autres établissements de crédit apparaît comme moins lourde de responsabilités, mais elle présente de bien graves dangers pour la communauté. Et le problème se pose, ici comme en bien d'autres domaines, de savoir si les Banques doivent principalement faire les affaires de leurs actionnaires ou se préoccuper grandement du bien général. Dans cette dernière hypothèse, le système suivi par la Banque de France devrait être généralisé et renforcé. Peut-être aussi pourrait-on adopter une solution intermédiaire : on faciliterait l'ouverture des comptes mais l'on ne délivrerait des carnets de chèques que difficilement, après enquête. On scinderait les deux opérations, alors qu'aujourd'hui même à la Banque de France, la personne qui est titulaire d'un compte même de dépôts peut obtenir un carnet de chèques.

En Angleterre, l'ouverture des comptes était, il y a une vingtaine d'années encore, entourée de sérieuses garanties ; il fallait être présenté par deux parrains qui attestaient et, dans une certaine mesure, garantissaient l'honorabilité du postulant. Aujourd'hui,

surtout dans les grandes Banques. il faut au moins donner des références ; par exemple, une grande Société de Crédit, dont on a déjà un carnet de chèques. Mais il semble que les Banques de second ordre soient moins exigeantes ; ici encore la concurrence est très âpre. Cependant il reste certain que, à égalité d'importance des Etablissements, il est beaucoup plus facile de se faire ouvrir un compte et donner un carnet de chèques en France qu'en Angleterre.

Une personne est titulaire d'un compte de dépôts, il ne tient qu'à elle, en France du moins, d'obtenir un carnet de chèques. Est-ce à dire que la capacité d'avoir un compte emporte celle d'user du chèque. On l'a soutenu récemment (H. Peuquet *De l'Unification du droit en matières de chèques* p. 125. Recueil Sirey 1927). « Pratiquement, dans l'immense majorité des pays et des cas, la capacité active pour l'émission des chèques est sous la dépendance d'un autre : le droit d'avoir un compte en banque. Par conséquent, dès qu'un chèque sera libellé sur une formule remise par un Etablissement de Crédit, l'on estimera que le signataire est capable, à la seule condition que la signature ne soit pas fausse ; si, d'aventure, le signataire quoique ayant un carnet de chèques n'était pas capable, la responsabilité incomberait en principe à la Banque qui aurait ouvert le compte. Cette règle est assez simple et réduit de beaucoup l'import-

tance en droit international, du problème de la capacité active. Elle peut se résumer ainsi : on n'a pas à rechercher si l'émetteur est capable ou non, on le présume capable par cela seul que la Banque lui a délivré un carnet qu'à bon escient. »

Cette conception est assez tentante, parce que simple et, en apparence rationnelle. Mais nous ne croyons pas qu'elle soit exacte, qu'elle concorde avec les faits. C'est une chose que l'ouverture d'un compte et la délivrance d'un carnet (peut-être que cela devrait être deux choses) et c'en est une autre que l'usage du chèque. Toutes les Banques ouvrent des comptes à des incapables dans certaines conditions, mais il n'en résulte pas que ces incapables puissent manœuvrer leurs comptes ; c'est le fait de leurs représentants légaux. En principe, la signature d'un incapable ne peut pas figurer sur un chèque, sauf s'il est mandataire d'une personne capable, sauf aussi s'il a une demi-capacité ; mais alors la signature devrait être accompagnée de celle de son protecteur. Par exemple, pour la femme mariée de celle de son mari (Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial* tome IV, n° 497). En fait, le mari donne son autorisation une fois pour toutes au moment de l'ouverture du compte. — Notons que depuis la loi du 13 juillet 1907, les femmes mariées qui exercent un métier personnel ont, sous tous les régimes et monobstant toute clause

contraire dans le contrat de mariage, la libre disposition du produit de leur travail des économies qui en proviennent et des biens qu'elles peuvent acquérir avec ses économies. Ces femmes peuvent obtenir l'ouverture d'un compte, sur le vu d'un acte de notoriété, recevoir un carnet de chèques et s'en servir à leur gré dans les termes du droit commun. Par excès de prudence, semble-t-il, les Banques demandent au début des opérations l'autorisation du mari.

En définitive, l'émission d'un chèque ne comporte pas, croyons nous de règles spéciales de capacité : on suit le droit commun qui est d'ailleurs, en France, d'une extrême complexité. Mais on voit que, contrairement à l'opinion citée ci-dessus, l'aptitude à avoir un compte, ne confère pas toujours l'aptitude à se servir du chèque. Quiconque a un compte de dépôts peut obtenir un carnet, semble-t-il, mais cela ne signifie pas qu'il puisse manœuvrer ce compte ni émettre valablement des chèques. Cette remarque faite, nous supposons désormais que le titulaire du compte est capable ; s'il réclame un carnet de chèques il l'obtiendra, mais ici diverses hypothèses doivent être examinées. Pas de difficultés si le titulaire du compte reçoit le carnet en mains propres, — pas de difficultés non plus si la personne qui vient prendre livraison du chéquier est porteur d'une procuration spéciale. En fait, les Etablissements de

crédit se montrent assez larges et se contentent d'un mandat tacite, c'est-à-dire qu'ils remettent le chéquier à la personne, munie d'un reçu du titulaire surtout si elle a déjà encaissé des chèques pour le compte de ce dernier. Il y a là un danger assez sérieux, car la signature du reçu pourrait être habilement imitée et le faussaire en possession d'un chéquier dont le titulaire du compte ignore la délivrance, pourrait émettre des chèques sans être rapidement découvert. La position du titulaire du compte serait, dans ce cas, plus périlleuse que dans l'hypothèse de perte ou de vol de son chéquier, faits dont il s'aperçoit en général assez vite.

Les Banques pratiquent même l'envoi des chèquiers par la poste, mais seulement dans des cas exceptionnels, et jamais semble-t-il si le postulant habite l'hôtel. Leur risque est en effet aggravé du fait qu'elles n'obtiennent pas immédiatement décharge, que le chéquier peut-être égaré ou volé avant de parvenir au destinataire.

Les formules de chèques doivent être remises timbrées et porter le nom de l'intéressé. Depuis la loi du 22 mars 1924 (art. 8) les chèques sur place ou de place à place sont soumis à un droit de timbre uniforme et fixe, à la seule condition qu'ils soient tirés sur des banquiers ou assimilés (caissier payeur central, trésoriers payeurs généraux, receveurs particuliers des finances, agents de

change). Auparavant l'on faisait une distinction : les chèques déplacés supportaient un droit de timbre de 0,20, les chèques non déplacés un droit de timbre de 0,10. On a unifié, car rien n'était plus facile que de tourner la loi : il suffisait de faire coïncider, fût-ce fictivement, le lieu d'émission et le lieu de paiement. Actuellement, les chèques émis sur personnes autres que celles indiquées ci-dessus sont assujettis au droit de timbre de quittance, au tarif de 0,25, 0,50, etc., suivant la somme, alors qu'avant la loi du 22 mars 1924, le timbre était toujours fixe et non proportionnel, ce qui poussait à substituer le chèque à la lettre de change et à faire de ce titre qui doit être un procédé de paiement, un instrument de circulation. Le Trésor y perdait de fortes recettes et le chèque sortait de son rôle. Peut-être eût-il convenu de faire une réforme plus profonde et de décider que, comme en Angleterre et en Amérique, le chèque ne peut être émis sur des particuliers. Le système des règlements par virement et compensation en eût été singulièrement facilité. La non apposition du timbre sur les formules, qui n'est qu'une hypothèse théorique, est sanctionnée d'amendes fiscales (50 frs en principal plus les décimes).

C'est seulement depuis la loi du 12 août 1926 que le nom du titulaire doit obligatoirement figurer sur les formules. Avant, c'était un usage assez général dans les Banques, mais il n'y avait pas de sanction. Diverses

raisons militent en faveur de cette indication, souvent les signatures des tireurs de chèques sont illisibles ; le caissier serait assez embarrassé, il devrait poser des questions, etc.... Les chèques étant frappés d'une griffe au nom du titulaire sont instantanément individualisés. Le travail est donc facilité. Mais le législateur ne fût point intervenu pour cette seule considération, il eût laissé les Etablissements de crédit organiser leurs services au mieux de leurs intérêts. C'est ailleurs qu'il faut chercher les causes de la disposition introduite par la loi du 12 août 1926 : « Toute personne ou tout Etablissement visé à l'article 8 de la loi du 31 décembre 1926 qui, ayant provision, délivre à son créancier des formules de chèques en blanc, payables à sa caisse, doit, sous peine d'une amende de 20 francs (vingt francs) par contravention, mentionner sur chaque formule le nom de la personne à laquelle cette formule est délivrée. »

Depuis, la même loi, en cas de protêt, les formalités du timbre et de l'enregistrement sont données en débet. Le recouvrement des droits est poursuivi par le Trésor contre le tireur. Voilà la clef de l'intervention législative : il s'agit de faciliter le recours de l'enregistrement en individualisant nettement le tireur. Et c'est si vrai que dans le projet du Gouvernement, non seulement ce nom du tireur devait figurer sur les formules, mais aussi son domicile. Le Parlement a écarté cette dernière exigence, sous le prétexte que le domicile était trop va-

riable et que les Banques ne pouvaient en répondre.

Les Etablissements de crédit ne se dessaisissent des chéquiers que contre reçu portant mention du nombre, des numéros et de la série des formules. L'indication du nombre est particulièrement essentielle ; le banquier payeur d'un chèque faux n'est admis à plaider les circonstances atténuantes que s'il peut au préalable établir par un reçu qu'il a bien délivré à son client tel et tel chèque (Trib. Civ. Lyon, 26 janvier 1889. *Gazette du palais*, 14-15 août 1889).

Dans la délivrance des chéquiers, les Banques n'ont pas d'autres obligations que celles qui viennent d'être énumérées, mais elles ont en outre pris l'habitude de donner des conseils à leurs clients et de leur demander une décharge de responsabilité. Les conseils sont rédigés dans une forme à peu près identique par les divers Etablissements de Crédit. « Le tireur d'un chèque, y est-il dit, acquiert une sécurité plus grande en le barrant, conformément à la loi du 30 décembre 1911 et au spécimen ci-joint ». Et l'Etablissement fait précéder les formules timbrées de chèques ouverts d'une formule non timbrée de chèque barré. L'on ajoute des instructions plus ou moins détaillées sur la confection des chèques. La Société Générale se contente d'indications assez brèves, la Banque Lazard Frères en donne de plus détaillées que nous citerons à titre d'exemple ainsi que celles, très complètes du Crédit Industriel et Commercial.

1^o) Lazard frères.

« Il est instamment recommandé aux personnes ayant un compte chez MM. L. F. de conserver leur carnet de chèques sous clef et, afin d'empêcher l'insertion d'autres mots aux chiffres de commencer le plus à gauche possible en remplissent les montants ».

2^o Crédit Industriel et Commercial.

Rédaction. — Le chèque peut être au porteur ou à l'ordre d'une personne dénommée. Il doit indiquer de la main de celui qui l'a écrit, le lieu de création, et, en toutes lettres, la date du jour (quantième) où il est tiré. En outre, chaque formule de carnet de chèques doit indiquer le nom du titulaire du carnet (art. 4, loi du 12 août 1926).

Timbre. — Le chèque doit être frappé du timbre à l'extraordinaire de 0,20. Le chèque, tiré hors de France, non timbré conformément aux dispositions ci-dessus, doit être timbré avec des timbres mobiles par le bénéficiaire, le premier endosseur, le porteur ou le tiré, avant tout usage en France.

Provision. — Tout chèque est payable à vue. Si la provision est inférieure au montant du chèque, le porteur a droit, soit de recevoir le paiement jusqu'à concurrence de la provision, soit de refuser tout paiement ;

dans ce dernier cas, le tiré doit faire mention sur le chèque du montant de la provision partielle et celle-ci est immobilisée au profit exclusif du porteur. Celui qui émet un chèque sans provision ou avec provision insuffisante est passible d'une amende de 6 °/o du montant de l'insuffisance de la provision, avec minimum de 100 francs. Celui qui, de mauvaise foi, a soit émis un chèque sans provision préalable et disponible ou avec une provision inférieure au montant du chèque, soit retiré, après émission, tout ou partie de la provision, soit fait défense au tiré de payer, est passible d'une peine d'emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende qui ne peut excéder la double ni être inférieure à la moitié du montant du chèque.

Chèques barrés. — Le barrement consiste à tracer deux barres parallèles en travers du texte du chèque. Un chèque barré ne peut être payé que s'il est présenté par un banquier ou un Etablissement de crédit. Le nom de cet intermédiaire peut être ou non mentionné entre les barres. Le banquier qui présente le chèque prend la responsabilité du payement au véritable bénéficiaire. Le barrement est donc une garantie contre les dangers de perte ou de vol d'un chèque.

Paiement de chèque. — Le chèque, même au porteur, doit être acquitté. L'acquit doit être daté et signé ; il

peut être donné par un mandataire muni d'une procuration régulière. Celui qui paie ou reçoit en compensation un chèque sans date ou irrégulièrement daté ou présenté au paiement avant sa date d'émission, est passible d'une amende de 6 % du montant du chèque, minimum 100 francs.

Perte d'un chèque ou d'un carnet. — Opposition. — Il n'est admis d'opposition au paiement d'un chèque par le tireur qu'en cas de perte du chèque ou de la faillite du porteur. En cas de perte d'un chèque ou d'un carnet, il convient de mettre immédiatement opposition au lieu de paiement. La Société Générale de Crédit Industriel et Commercial déclinant toute responsabilité, si elle n'a pas été prévenue en temps utile. »

Ces recommandations, remarquablement rédigées, sont très précieuses pour la vulgarisation du chèque. Elles peuvent soutenir la comparaison avec ce qui se fait dans les Banques anglaises et américaines. Chez nous, de telles instructions sont plus désirables encore que chez nos voisins, car la pratique des chèques est infiniment moins répandue et l'éducation économique du public moins avancée. C'est ce qui a été très bien aperçu par les Rapporteurs du Parlement des diverses lois sur le chèque et notamment par M. Merlant (Rapport N° 2706 — Chambre des Députés — Annexe

au procès-verbal de la séance du 5 mars 1926, p. 11). « Incontestablement, la législation nouvelle donnera confiance dans la solidité du chèque, mais cela ne suffit pas. Il reste un autre but à atteindre : c'est d'arriver à la diffusion rapide du chèque ; il y a là une question d'éducation beaucoup plus qu'une question de législation. Il faut que le public soit instruit ; les plus précieux et les meilleurs collaborateurs de l'État pour entreprendre une telle campagne seront les Banques et les Etablissements de crédit qui, avec leurs nombreuses succursales créées dans tous les centres du territoire, peuvent, au point de vue financier, toucher le pays tout entier. »

En même temps qu'elles donnent des conseils à leur clientèle, les Banques se font consentir des décharges de responsabilité, sur lesquelles il convient de s'arrêter quelque peu. En principe, les clauses de non responsabilité sont valables, du moins dans certaines limites. Voici, par exemple, comment s'expriment à cet égard M. M. Planiol et Ripert : « Les conventions d'exonérations des fautes se présentent dans la pratique sous la forme de clauses par lesquelles le débiteur décline toute responsabilité dans certains cas d'inexécution du contrat. Ces clauses sont, en principe, valables puisqu'elles peuvent s'analyser comme une détermination conventionnelle des obligations du débiteur, sous réserve de la responsabilité de ce débiteur pour vol ou

faute lourde ». (Cass. Req. 15 mai 1923, D. 1925 t. I 15 P. et S. 1924 1. 81 note de M. H. Rousseau). (*Traité élémentaire de droit civil* t. II, 1926, p. 92, N° 245 bis).

Entrant dans le détails, les deux savants civilistes déclarent que la question comporte des réponses diverses, selon qu'il s'agit des cas fortuits, des simples fautes ou de dol. Pour les cas fortuits ou de force majeure, le débiteur peut les prendre à sa charge, en vertu d'une convention particulière. Le débiteur joue alors le rôle d'assureur au profit du créancier. Pour le dol la solution est inverse. Pour les fautes, la clause d'exonération n'est valable que s'il s'agit de fautes légères, la faute lourde étant assimilée au dol. — *culpa lata dolo aequiparatur...*

Encore convient-il de remarquer que les clauses de non responsabilité ne sont jamais admises en matière délit. « La jurisprudence décidant d'une manière de constante que la responsabilité délictuelle ne peut être atténuée ou supprimée par la convention, cette responsabilité se rattachant à l'ordre public ». (Albert Wahl, *Précis théorique et pratique de droit commun*. Sirey 1922, p. 436, N° 1293).

En matière contractuelle, les clauses de non responsabilité sont donc licites, jusqu'à un certain point. Mais il y a des exceptions : par exemple pour le contrat de transport. On considère que les clauses de non respon-

sabilité imposées à l'expéditeur sont nulles et de nul effet (Loi du 17 mars 1905, modifiant l'article 103 du Code de Commerce) ; par exemple, encore, dans le cas de transfert de rentes sur l'Etat. Dans ce cas, écrit M. Wahl, la responsabilité de l'agent de change ne repose pas, comme l'ensemble des responsabilités, sur une faute. Non seulement le texte ne suppose aucune faute, mais son but a été de substituer au Trésor Public, qui pourrait, lui aussi, avoir des agents fautifs, l'agent de change et d'assurer en outre le Crédit de l'Etat en donnant en toute hypothèse aux intéressés, qui seraient lésés par un transfert injustifié, un répondant solvable. L'Agent de change est donc un double assureur : assureur du Trésor, assureur des rentiers. C'est le prix du monopole qui lui est attribué (A. Wahl, *Op. cit.*, p. 617, N° 1712).

Donc les clauses de non responsabilité ne sont pas admises pour toutes les fautes, ni dans tous les cas. Mais, dans les hypothèses mêmes où on les considère comme licites, quelle en est la portée exacte ? Il semble qu'elles n'aient qu'un effet, d'ailleurs important, qui est de déplacer le fardeau de la preuve. Elles jouent, en somme, le rôle des présomptions légales dont M. M. Planiot et Ripert ont donné une analyse si pénétrante et dans lesquelles ils voient, non pas des modes de preuve, mais des dispenses de preuve (*Traité*

élémentaire de droit civil, t. II, 1926, p. 20, N° 52).

En matière de chèques, sous quelle forme se présentent les clauses de non responsabilité et que valent-elles ? Les banques procèdent toutes de façon analogue : le reçu du chéquier porte en note une formule généralement libellée de la façon qui suit : La Banque X... n'est pas responsable du préjudice qui pourrait résulter de la perte ou du vol des chèques, si elle n'a pas été prévenue à temps pour en refuser le paiement... Les clients signent et ne lisent presque jamais cette annotation ; de telle sorte que l'on ne se trouve point en face d'une convention débattue, mais bien plutôt d'une sorte de contrat d'adhésion. La majorité de la doctrine et de la jurisprudence se prononce sans doute pour la validité de ces contrats, mais d'excellents esprits font cependant des réserves. C'est en effet, la carte forcée. On sait, par exemple, combien de critiques ont soulevées les règlements d'atelier et quelle tendance il y a, soit dans les sphères parlementaires, soit même parmi les personnes qui se préoccupent des questions sociales, à y substituer les contrats collectifs. On sait aussi que les polices d'assurances, à cause des mentions imprimées d'avance et qui déterminent unilatéralement presque toutes les conditions du contrat, ont suscité de sérieuses difficultés et que les Tribunaux se sont arrogé un certain droit de contrôle, par exemple, dans la question de la portabilité des primes. « En gé-

néral, écrivent M M. Planiol et Ripert, les polices portent que le contrat sera résolu de plein droit faute de paiement de la prime à son échéance ou dans un court délai, et les Tribunaux ne peuvent se dispenser d'appliquer cette clause qui est tacite et obligatoire (Cass. 10 août 1874, D. 1875 1. 158 s. 75, 1. 26 ; Cass. 14 février 1921, D. 24, 1. 172).

Au lieu de stipuler la résiliation définitive du contrat, les polices portent parfois que l'assurance est suspendue jusqu'au paiement de la prime en retard ; l'assurance reprend son cours pour l'avenir, mais l'assuré n'est pas couvert pour les sinistres survenus pendant la suspension (Cass. Civ. 31 décembre 1924, *Gaz. Palais*, 11 février 1925). La résiliation ou la suspension de l'assurance n'a lieu qu'au cas où la prime arriérée était portable, c'est-à-dire qu'elle devait être payée par l'assuré au domicile de l'assureur ou de ses agents. D'ordinaire les Compagnies stipulent que les primes seront portables, mais comme elles ont l'habitude de faire encaisser les primes à domicile par leurs agents, pour être plus sûres de leurs rentrées, la jurisprudence décide que cette circonstance change la nature de la prime qui, de portable qu'elle était d'après la police, devient quérable. (Cass. 21 août 1854, D. 54 l. 366 ; Cass. 31 janvier 1872, D. 73 l. 86). *Traité élémentaire de droit civil*, t. II, 1926, p. 724, N° 2159).

Le moins qu'on puisse dire c'est que la question de

la force obligatoire des contrats d'adhésion reste sujette à discussion, surtout si l'on est en présence de personnes peu au courant des opérations de banque. Si l'on veut avoir un carnet de chèques, il faut signer la décharge de responsabilité. L'on ne peut se soustraire à cette exigence qui est commune à toutes les Banques ; s'il est permis de s'exprimer ainsi, c'est à prendre ou à laisser...

Soit qu'elles doutent elles-mêmes de la valeur d'une telle clause, soit qu'elles s'efforcent à mettre toujours plus d'atouts dans leur jeu, les Banques prennent, en général, une précaution supplémentaire : tantôt elles répètent la note ci-dessus reproduite sur la couverture des chéquiers, tantôt elles glissent dans les carnets de chèques une feuille destinée à en obtenir un nouveau après épuisement, et sur cette formule figure la clause de décharge de responsabilité. Il en est ainsi, par exemple, à la Société Générale. En tête, ses chéquiers portent la note suivante : Ce carnet contient, à la suite, une formule de reçu destinée à obtenir un nouveau carnet après épuisement de celui-ci. Et sur la dite formule, l'on peut lire : La Société Générale n'est responsable... des conséquences de la perte, soustraction, etc., de un ou plusieurs chèques, d'une ou plusieurs formules devant servir à obtenir des cahiers de chèques qu'autant que le client dépossédé l'aura

averti à temps pour arrêter tout paiement irrégulier ou toute délivrance de chèques...

A supposer que l'on finisse, — ce qui n'est pas le cas actuellement — par dénier toute force obligatoire à ces déclarations unilatérales, les Banques feront bien de les maintenir ; ce sera tout au moins un moyen d'impressionner favorablement les juges, en démontrant qu'elles ont pris toutes les précautions possibles, et d'autre part les clients se trouvent incités à veiller sur leurs chéquiers, et ainsi les risques sont préventivement limités...

Dans son ouvrage sur le chèque, M. J. Bouteron a consacré plusieurs pages à l'examen des clauses de non responsabilité. Il rappelle les principes, et constate, sans prendre parti, que la jurisprudence est assez incertaine et même contradictoire (*Le chèque, théorie et pratique*. Dalloz 1924, page 496 à 502).

En résumé, actuellement la doctrine et la jurisprudence admettent encore dans des limites d'ailleurs plus ou moins larges la validité des clauses de non responsabilité, mais il semble qu'une évolution se dessine en sens inverse (Pierre Feschotte. *De l'extension de la notion de risque au paiement des chèques*. Les Presses Universitaires, 1923).

Avec la remise des formules de chèques, le rôle des Banques est, pour un moment, terminé. C'est le tireur, les endosseurs et le porteur qui entrent en scène ; mais

elles reparaîtront bientôt, au moment où les formules, dûment remplies reviendront à leurs caisses pour être payées ou compensées.

CHAPITRE II

RÈGLES SUIVIES PAR LES BANQUES LORS DU PAYEMENT DES CHÈQUES

Tout d'abord, semble t-il, la Banque n'est obligée de payer que sur remise d'une des formules qu'elle a délivrées ; sans doute l'émetteur peut bien tirer un chèque sur une formule à lui ou même sur un papier quelconque, quitte à le timbrer ou à encourir une amende, mais la Banque qui voit ainsi ses risques singulièrement aggravés peut, à notre sens, se refuser à honorer ce chèque. Cependant la solution contraire vient de prévaloir devant la première Chambre du Tribunal de la Seine. Une dame qui n'avait pas son chéquier sous la main, avait émis sur une formule du Casino de Nice un chèque payable à Paris dans un grand Etablissement de Crédit. Bien que la provision existât et que la signature apparût comme authentique, le Caissier n'avait pas consenti à régler, n'ayant pas reçu d'instructions spéciales de la cliente. Le chèque étant demeuré impayé et la personne qui l'avait tiré en ayant éprouvé un pré-

judice moral, une instance s'en était suivie et le Tribunal a condamné la Banque à cinq cents francs de dommages et intérêts (Agence Fournier, supplément du 21 février 1928). Cette jurisprudence ne nous paraît pas heureuse, elle est de nature à faciliter les fraudes déjà trop nombreuses et en même temps elle enlève la meilleure base à la responsabilité du tiré : à savoir que c'est lui qui a organisé le service des chèques et qu'il doit en supporter les risques au moins normaux. Ici cet argument ne saurait être de mise puisque c'est le tireur et le Casino de Nice qui avaient créé la formule, et non l'Etablissement de Crédit. A notre sens, la décision du Tribunal de la Seine se défend peut-être juridiquement : mais elle est susceptible de compliquer encore le système des règlements par chèques. Il serait souhaitable qu'elle fût réformée et que les Banques ne soient contraintes de faire honneur qu'aux chèques fabriqués par elles. C'est déjà une infériorité du chèque par rapport au billet de banque que de se présenter sous des formes plus faciles à falsifier et il ne paraît vraiment pas désirable d'aggraver encore cette infériorité. Si dans une circonstance exceptionnelle le tireur émet un chèque sur une formule autre que celle qui lui a été délivrée par la Banque où est son compte, qu'à tout le moins il soit tenu de prévenir spécialement celle-ci : en tous cas, il ne serait pas souhaitable qu'un tel usage de développât.

On peut donc admettre malgré le jugement contraire ci-dessus rappelé que le Caissier ne doit payer que sur une formule émanant de sa maison, il faut ajouter qu'elle doit être intacte et rédigée dans les termes de la Loi. Il arrive parfois que l'on présente aux Caisses des chèques déchirés, réunis par des papiers gommés et dont les fragments se complètent exactement. Le porteur explique soit qu'il a lacéré le chèque en ouvrant l'enveloppe qui le contenait, soit même que son correspondant le lui a expédié en deux parties, dans deux lettres distinctes, de façon à éviter les risques de perte. On sait que cela se fait assez fréquemment pour les envois de billets dans certains pays. Dans cette hypothèse, le Caissier ne payera que sur instructions formelles du tireur. C'est qu'en effet l'on pourrait se trouver en face du cas suivant : le tireur aurait écrit un chèque puis il se serait ravisé, et l'aurait déchiré ; quelqu'un l'aurait recollé et le présenterait au payement, sans titre. Cependant si la déchirure était petite et n'intéressait pas l'une des mentions essentielles du chèque, la Banque devrait payer. Elle n'a pas à se soucier de l'ordre dans lequel les formules lui sont présentées. Comme on le sait, les carnets de chèques contiennent une série plus ou moins nombreuse de formules qui se suivent ; d'habitude le tireur les épuise dans l'ordre, mais il n'est aucunement tenu de le faire. Et d'autre part les bénéficiaires sont plus ou moins pressés de

toucher les chèques qui leur sont remis, de telle sorte que des chèques émis les premiers sont parfois présentés les derniers. Cependant un Jugement du Tribunal Civil de Lyon du 26 janvier 1889 (*Gazette du Palais*, 14-15 août 1889) fait grief à un Caissier de n'avoir pas remarqué que le dernier chèque payé portait le n° 606, alors que le chèque présenté portait le n° 617. « Cette
« circonstance, qui ne peut avoir une grande importance
« pour une maison de banque ou de commerce tirant
« dans une journée un grand nombre de chèques, étant
« cependant, dans l'espèce, de nature à appeler son
« intention comme contraire aux habitudes courantes
« du tireur qui n'émettait que sept à huit chèques par
« mois ».

Cette rigueur est excessive et incompatible avec la nécessité d'un paiement rapide de chèques. Le système des règlements par chèques ne peut se développer que si les Banques le facilitent dans toute la mesure possible. Pour le tireur l'usage des chèques présente de sérieux avantages et dispense d'avoir des espèces, exposées au vol, à l'incendie, il facilite la comptabilité grâce au talon. Pour le tiré, les bénéfices sont plus sérieux encore : sans doute, il ne perçoit pas, en général, de redevance sur le paiement des chèques, mais, comme on l'a vu, on n'a de chèques que si l'on est titulaire d'un compte, or les comptes, dès qu'ils sont un peu élevés, sont d'incessantes sources de profits pour les Eta-

blissements de Crédit : un compte, en effet, n'est pas inerte, il entraîne toutes sortes d'opérations, paiements de coupons, souscriptions de titres, ordres de bourse. Il permet surtout à la Banque de faire travailler fructueusement une fraction importante du montant de ses dépôts. Tireur et tiré trouvent donc des avantages réciproques au système du paiement par chèque, mais le porteur n'y a guère que des ennuis ; il préférerait des billets, car il est immédiatement sûr de leur valeur et il n'a pas de démarches à faire. Muni d'un chèque, s'il veut l'encaisser, il faut qu'il se rende à la caisse indiquée pour le paiement et là qu'il attende. A tout le moins, que l'on s'efforce d'abrégier les formalités et qu'on ne lui fasse pas perdre inutilement du temps. D'où la nécessité de ne pas imposer aux usagers des vérifications qui ne peuvent pas avoir d'effets utiles, mais qui sont susceptibles de retarder encore le paiement déjà trop long. Le caissier vérifiera donc seulement si la formule émane de son Etablissement et si elle est intacte, mais non pas si elle suit plus ou moins immédiatement les dernières formules payées ; sa tâche d'ailleurs est assez lourde, il doit examiner si le chèque est régulier en la forme.

La Loi du 14 juin 1865 a, en apparence, donné une définition du chèque ; elle dit que c'est l'écrit qui, sous la forme d'un mandat de paiement, sert au tireur à effectuer retrait, à son profit ou au profit d'un tiers,

de tout ou partie des fonds portés au crédit de son compte chez le tiré et disponibles. Mais ce n'est là qu'une apparence, le texte de la loi s'explique par les circonstances ; jusque là on avait le chèque-récépissé, on veut y substituer le chèque-mandat, d'où la formule employée : le chèque est l'écrit qui, sous la forme d'un mandat de paiement... En réalité la loi se borne à une description du chèque, elle ne prend pas parti sur sa nature juridique. Le chèque est un titre qui doit comprendre les mentions suivantes : l'indication du lieu et de la date de création, l'ordre pur et simple de payer à vue une somme déterminée, le nom du tiré, la signature du tireur, et, depuis la Loi du 12 août 1926, la griffe du tireur.

On voit que la mention « chèque » qui est d'un usage assez général sur les formules, n'est pas, pour le moment, obligatoire. Aux conférences de la Haye de 1910 et de 1912, l'on en proposa l'insertion, à l'image de ce qui se fait dans plusieurs législations, par exemple l'Autrichienne (loi du 3 avril 1906, art. 2) et l'Allemande (loi du 11 mars 1908, art. 1).

Mais cette suggestion ne reçut point un accueil unanimement favorable, les uns estimant que c'était un formalisme superflu, les autres craignant que l'on ne baptisât « chèques » des effets qui, au fond n'en seraient pas, ce qui pourrait créer des confusions. En conséquence, le caissier payeur n'a pas à tenir compte de la

présence ou de l'absence du mot « chèque », c'est-à-dire qu'il doit examiner le titre qui lui est présenté, indépendamment de la qualification qui lui est donnée, par exemple il ne prendra pas à l'encaissement un effet même dénommé chèque qui serait à une certaine échéance.

La loi du 19 février 1874, art. 5, demande que le lieu d'émission soit indiqué. « Le chèque indique le lieu d'où il est émis ». A cette date cela présentait un intérêt fiscal, en effet, le timbre était différent selon qu'il s'agissait d'un chèque sur la même place ou d'un chèque déplacé. Aujourd'hui, le timbre est uniformément de 0,20. Cependant la distinction n'a pas perdu toute importance, les délais de présentation n'étant pas les mêmes pour les chèques sur la même place et les chèques déplacés, cinq jours dans un cas, huit dans l'autre. En France, les formules délivrées par les Banques contiennent toutes la mention du lieu d'émission et par conséquent le tireur n'a pas à s'en préoccuper, à moins qu'il ne veuille transformer un chèque sur place en un chèque déplacé, ce qui aurait l'avantage de prolonger un peu les délais de présentation que l'on s'accorde aujourd'hui à trouver trop courts. Les milieux d'affaires préconisent de 10 à 15 jours, sans distinction entre les chèques, à condition bien entendu qu'ils soient de France sur France. En Angleterre, l'indication du lieu d'émission

n'est pas indispensable (Bills of Exchange act., art. 4).

Quant à la date du chèque, voici comment s'exprime la loi du 19 février 1874, art. 5 — : « La date du jour où il est tiré est inscrite en toutes lettres et de la main de celui qui a écrit le chèque » ; donc double exigence : date en toutes lettres, et de la main de celui qui a écrit le chèque. En réalité, la date en toutes lettres n'est exigée que s'il s'agit de chèque de place à place. Ainsi dans les formules de chèques délivrées par la Société Générale trouve-t-on une note ainsi conçue : date en toutes lettres quand le chèque est tiré d'une place sur une autre. La règle que la date doit être de la main qui a écrit le chèque n'est pas sanctionnée, elle a été admise à la demande de l'enregistrement (Naquet, *Traité du timbre*, N° 186). Cependant, si le libellé du chèque était de plusieurs écritures différentes, le payeur devrait redoubler de vigilance. Sans doute, on ne peut pas obliger le Directeur d'une grande affaire à écrire lui-même entièrement des chèques, il suffit qu'il signe, mais il n'est pas d'usage, cependant, que le corps du chèque soit d'écritures diverses. Que décider, si le chèque était écrit au crayon et non à l'encre ? On estime, en général, que le payeur serait qualifié à refuser le règlement, les fraudes étant alors trop faciles. La même solution serait, semble-t-il, recommandée dans l'hypothèse d'un chèque libellé à la machine à écrire. Dans les instructions d'une grande Banque étrangère établie

à Paris, il est dit que « le chèque peut être écrit à la machine, mais la signature et la date sont obligatoirement manuscrites ». D'après M. Jacques Bouteron, notre législation a, sur ces questions de date et de lieu d'émission, un caractère archaïque mais il n'indique pas comment les moderniser (*Le chèque, théorie et pratique*, p. 160) il lui semble, pour ce cas, que l'inscription de la date en toutes lettres ne constitue pas un obstacle efficace pour empêcher la fraude et il paraît incliner vers l'inscription en chiffres. MM. Lyon-Caen et Renault sont d'un avis diamétralement opposé, et estiment que la date en toutes lettres eut dû être exigée dans tous les cas (Lyon-Caen et Renault T. IV, N° 559). On peut noter que les formules de chèques du Crédit Industriel et Commercial recommandent de dater en toutes lettres, sans distinction de cas. Si les modes de dater peuvent prêter à discussions, et il est admis par tous, en France au moins, que le chèque doit être daté et non pas d'une date quelconque mais d'une date exacte ; ce que le législateur a surtout redouté, c'est la post-date des chèques.

En effet, la post-date est de nature à faire perdre au chèque son caractère propre et à le transformer en une traite déguisée. Une personne achète des bijoux et n'a pas de quoi régler intégralement. Elle paie une partie en espèce, séance tenante, et donne un chèque daté de trois mois plus tard ; c'est comme si elle signait

une lettre de change. Le bijoutier y trouve son compte, car la répression d'un chèque non payé est plus grave que celle d'une traite non payée, mais le fisc y perd, car les droits de timbre du chèque sont fixes, alors que ceux de la traite sont proportionnels et l'acheteur lui-même s'expose ainsi à des risques très graves : prison et amendes, si bien qu'aujourd'hui la post-date des chèques est, malgré les lois, tout à fait entrée dans les usages. Pour les chèques, les timbres sont insignifiants, 0,20, quelle que soit la somme ; pour les lettres de change, les timbres sont proportionnels, donc très lourds dès qu'il s'agit de fortes sommes. Dans les chèques, l'absence de provision à présentation est passible des peines de l'escroquerie, de par la loi du 12 août 1926 ; pour les lettres de change, elle n'est pas, en principe, punissable, sauf quand elle constitue un métier. De sorte qu'un chèque, à la condition qu'on le post-date devient un excellent instrument de crédit ; sauf cependant qu'il ne peut pas être escompté, du moins au sens technique du mot : paiement au comptant d'une valeur à terme, sous une certaine déduction.

Dès 1865, le législateur a eu comme l'un de ces soucis principaux de lutter contre la post-date, à raison du trou que pourrait créer dans les recettes du Trésor la substitution du chèque, alors exempt de droit de timbre, à la lettre de change. Et depuis, cette préoccupation se retrouve presque sur tous les projets gou-

vernementaux relatifs au chèque. Par exemple, le 16 juillet 1918, le gouvernement déposait une proposition de loi tendant à interdire l'émission des chèques sur toutes personnes autres que les banquiers agents de change, le caissier payeur central du Trésor Public, les Trésoriers payeurs généraux et les receveurs particuliers des finances. Et il invoquait à l'appui surtout des raisons d'ordre fiscal : « dans l'état actuel de notre législation, les chèques sont souvent détournés de leur fonction propre et se substituent aux effets de commerce, lettre de change, billets à ordre... »

Les irrégularités relatives à la date sont sanctionnées par des amendes (J. Bouteron, *Le chèque théorie et pratique*, p. 586 et suivantes), mais en pratique, la sanction s'est révélée insuffisante, par suite des difficultés de preuve ; en sorte que le remède a été surtout cherché dans la limitation de la capacité passive, comme le proposait le gouvernement (loi du 22 mars 1924, art. 8). En tout cas, et c'est là ce qui nous intéresse spécialement ici, le caissier payeur n'acceptera jamais à l'encaissement un chèque dont la date d'émission est postérieure à la présentation, ce qui implique forcément une post-date et, à plus forte raison, il ne l'honorera pas. Sinon, dans les hypothèses de perte, de vol et d'altération, la responsabilité civile de la Banque serait engagée, sans préjudice des sanctions fiscales. La question est plus délicate si le chèque

est daté en chiffres au lieu de l'être en lettres, quand du moins il s'agit d'un chèque non déplacé. L'usage est de payer et il semble qu'il peut être suivi sans risques. Cependant, cette opinion reste contestée, et l'on soutient qu'une banque peut parfaitement exiger la date en lettres pour toutes sortes de chèques tirés sur elle. Mais, à notre sens, c'est méconnaître la nature du chèque, lequel est doté d'un statut légal et constitue un acte solennel dont les formes sont déterminées en dehors des volontés des personnes en cause. Or, d'après l'interprétation admise par l'Enregistrement, la date en lettres n'est requise que dans les chèques déplacés. La date a une importance déterminante en matière de capacité de l'émetteur ; mais le principe est que la date indiquée sur le chèque fait foi jusqu'à preuve contraire : le tiré n'a pas à la discuter, le tout est pour lui qu'elle existe, qu'elle se présente en formes régulières et qu'elle n'apparaisse pas manifestement fausse. Lui imposer d'autres obligations équivaldrait à rendre impossible le système du paiement par chèque. Il n'a qu'à se tenir dans le domaine des apparences, sans essayer de scruter plus à fond. Il est à prévoir que l'usage de la post-date se maintiendra aussi longtemps que la lettre de change payera des droits de timbre plus lourds que le chèque, et que l'absence de provision à l'échéance y sera moins punie.

Le chèque, outre la date et le lieu d'émission, doit

contenir l'ordre pur et simple de payer à vue une somme déterminée -- l'ordre pur et simple — c'est-à-dire qu'il n'y peut être adjoint aucune modalité ni condition, ni terme — de payer à vue — c'est-à-dire dès l'instant de la présentation, fût-elle quasi concomitante avec l'émission ; c'est la caractéristique essentielle du chèque, instrument de payement ou de retrait de fonds, mais non de crédit ; d'où les prescriptions si énergiquement sanctionnées par le législateur sur la préalabilité et la disponibilité de la provision.

Que décider dans le cas où une clause d'échéance serait insérée dans le corps même du chèque : La doctrine et même les législations sont très partagées : tantôt on tient l'effet comme nul à titre de chèque, tantôt on reporte la clause non écrite (J. Bouteron, *Le chèque théorie et pratique*, p. 220 et suiv.). A notre sens, le devoir du caissier serait de ne pas payer avant l'échéance sous peine d'engager la responsabilité de sa banque, mais à l'échéance il devrait payer, oubliant que ce chèque lui a été présenté. Si, au contraire, la même clause, au lieu de figurer sur le chèque même, était inscrite sur une fiche annexée, la Banque ne serait pas fondée à refuser le payement immédiat (loi du 19 février 1874, art. 5). Certaines Banques, la Société Générale par exemple, dans leurs instructions à leur clientèle, déclarent que « les titulaires des « comptes de chèques ont le droit de disposer à vue

« de leur avoir disponible jusqu'à concurrence de
« Frs. 10.000 — en un jour. Pour tout prélèvement
« supérieur à cette somme, la Société doit être avertie
« deux jours francs à l'avance ». Il y a là une sorte de
clause de sauvegarde qui peut être valable dans les
rapports de la Banque et de ses clients mais qui, à
notre sens, serait difficilement opposable au tiers
porteur. En fait, c'est une clause de style qui, en temps
normal, reste inappliquée. Dans les instructions de la
Bankers Trust Cy, à Paris, l'on trouve l'appréciation
suivante : « cette stipulation est entachée de nullité en
raison des termes formels de la loi de 1874, art. 5. Cette
stipulation ne saurait donc avoir d'effet qu'en ce qui
concerne les relations personnelles entre le banquier
et le déposant, c'est-à-dire en ce qui concerne les
retraits de fonds, effectués par le déposant au moyen
d'un chèque payable à lui-même, le contrat de dépôt
peut, en effet, valablement stipuler que, dans certains
cas, un préavis devra être donné au tiré ».

Quant à la somme, elle est généralement indiquée
deux fois : en chiffres, en haut et à droite de la formule,
en lettres dans le corps. Notons que la loi n'oblige pas
à cette double inscription, mais elle est d'un usage cou-
rant. Cependant, il est admis que les Banques devraient
payer, malgré l'absence de la somme en chiffres, et
qu'elles devraient, au contraire, demander la réguli-
sation, si le corps de l'effet ne contenait pas en toutes

lettres la somme à payer. Sans doute il n'y a pas sur ce dernier point de prescription législative expresse, mais, même en Angleterre où le formalisme est réduit à son strict nécessaire, les Banques ne payent pas en pareil cas. Du fait de la double indication en chiffres et en lettres, une difficulté peut naître : il peut y avoir divergence entre les deux sommes. En Allemagne et en Autriche, la législation a réglé l'hypothèse : la Banque paye la somme indiquée en lettres (loi allemande du 11 mars 1908, art. 6) « En cas de différence entre la somme à payer écrite en chiffres et en toutes lettres, c'est cette dernière inscription qui fera foi. » (Item loi autrichienne du 3 avril 1906). En Angleterre, la pratique est assez variable : la plupart des Banques payent la somme en lettres, d'autres la plus petite, d'autres enfin, se refusent à payer jusqu'à régularisation. C'est cette dernière solution qui s'impose, semble-t-il, en France, au Banquier payeur, s'il veut mettre sa responsabilité à couvert.

Le risque essentiel en matière de somme à payer, c'est l'altération, par grattage, surcharge ou autrement. Le titulaire du carnet a bien signé le chèque, mais la somme indiquée par lui a été majorée en cours de circulation par un habile faussaire : voilà le grand danger et qui se réalise fréquemment. Qui va supporter la perte ? sera-ce le tireur ? sera-ce le tiré ? sera-ce le porteur au moment du paiement ? La doctrine est très di-

visée sur ce point. D'après Nouguiér, le premier et le plus pénétrant commentateur de la loi de 1865 sur le chèque, le tireur devrait subir la perte, sauf à lui de démontrer la faute du tiré. C'est que cet auteur analyse les relations du tireur et du tiré en un mandat et l'article 2.000 du Code Civil décide que « le mandant doit aussi indemniser le mandataire des pertes que celui-ci a essuyées à l'occasion de sa gestion pour imprudence qui lui soit imputable ». En conséquence, sauf faute du tiré, le compte de l'émetteur est régulièrement débité de tout le montant du chèque, encore qu'il ait été majoré par une main inconnue. Il est d'ailleurs évident que le tireur aura un recours contre le faussaire, mais il faudra le découvrir et le faire payer, ce qui, sans doute, n'ira point tout seul.... (Nouguiér. *Des chèques*, Paris 1865, n° 169).

MM. Lyon-Caen et Renault soutiennent une thèse toute opposée : le tireur n'est engagé qu'à concurrence de la somme qu'il avait inscrite et il est tout à fait étranger à la majoration, en conséquence il ne saurait être débité du surplus, sauf s'il est en faute. C'est le tiré qui supporte la perte, sauf recours contre le faussaire (Lyon-Caen et Renault, n° 589).

Enfin, d'autres mettent, en principe, le tireur hors de cause comme MM. Lyon-Caen et Renault, mais ils permettent au tiré de se retourner contre le porteur payé et de lui réclamer la différence (Dalloz, Sup. Vo

chèque n° 140). Cette diversité d'opinions s'explique par le fait que la nature des rapports entre les personnes figurant au chèque n'est pas nettement dégagée, question théorique mais lourde de conséquences, à laquelle nous consacrerons plus loin un chapitre spécial. En tout cas, tout le monde est d'accord pour admettre que la responsabilité de la Banque serait engagée par la faute du caissier ; il doit donc examiner avec le plus grand soin la formule qui lui est présentée au point de vue de son *intégrité* quant à la somme à payer.

Cette somme d'ailleurs, il ne la verse que s'il y a provision. A cet égard, les obligations des Banques sont aujourd'hui très nettes : s'il y a provision suffisante, elles paient sauf opposition du tireur -- opposition limitée à deux cas par la loi du 12 août 1926, art. 12. « Il n'est admis d'opposition au paiement du chèque par le tireur qu'en cas de perte du chèque ou de la faillite du porteur. Si malgré cette défense, le tireur faisait une opposition pour d'autres causes, le juge des référés, même dans le cas où une instance en principal sera engagée, devra, sur la demande du porteur, ordonner la main-levée de cette opposition ».

Même avant la loi précitée, la question de l'opposition et du blocage de la provision, si délicate dans les relations du tireur et du porteur, ne présentait pas de bien graves difficultés pour le tiré ; on admettait que sa position était passive, qu'il devait se soumettre aux instruc-

tions de son client, le tireur, fussent-elles abusives. Actuellement c'est encore le cas, il n'a toujours qu'à exécuter les ordres du tireur, jusqu'à décision des juges.

L'hypothèse où il n'y a pas provision est plus simple encore : la Banque n'a qu'à refuser de payer, sauf considération d'opportunité toute personnelle. Reste le cas de provision partielle qui, dans le passé a suscité les plus graves embarras, mais qui est aujourd'hui résolu (loi du 12 avril 1926, art. 2) « Si la provision est inférieure au montant du chèque, le porteur a le droit soit de recevoir le paiement jusqu'à concurrence de la provision, soit de refuser tout paiement. Si le porteur accepte le paiement partiel, il est tenu d'en faire mention sur le chèque et de donner au tiré quittance de la somme payée. Cette quittance, délivrée sur titre séparé, jouit à l'égard du droit de timbre, de la même dispense que la quittance donnée que le chèque lui-même. Si le porteur refuse tout paiement, le tiré doit faire mention sur le chèque, du montant de la provision partielle et celle-ci est immobilisée au profit exclusif du porteur. Le tiré qui indique sciemment une provision inférieure à la provision existante ou qui refuse de faire mention sur le chèque du montant de la provision, est passible d'une amende de 500 à 1.000 francs ».

Ce texte, élaboré par les syndicats de Banquiers a, semble-t-il, résolu les difficultés multiples qui se présentaient en cas de provision partielle et qui dès lors,

n'offrent plus qu'un intérêt rétrospectif. Il est l'ébauche d'une législation dans laquelle la moindre place possible serait abandonnée au hasard et à l'arbitraire des tribunaux.

A qui la somme mentionnée au chèque doit-elle être remise ? question capitale, car qui paie mal paie deux fois. Le chèque peut être souscrit au porteur ou au profit d'une personne dénommée. Il peut être souscrit à ordre et transmis même par voie d'endossement en blanc. La responsabilité du banquier payeur n'est pas identique dans les divers cas. Elle est très limitée quand il s'agit d'un chèque au porteur, à la seule condition qu'il soit sincère. Le porteur a voulu, en effet, autant que faire se peut, rapprocher son chèque d'un billet, il a implicitement accepté pour lui l'aggravation des risques en résultant. Mais, qu'est-ce exactement qu'un chèque au porteur ? En voici un modèle délivré par le Crédit Foncier de France aux femmes mariées ayant une profession distincte de celle de leurs maris : « A vue veuillez payer au porteur la somme de..... » Il est parfois difficile de savoir si l'on est en face d'un chèque au porteur ou bien d'un chèque à ordre, par exemple quand il y a addition des mots « au porteur » à la suite des mots à « ordre » ces derniers n'étant pas raturés. On ne serait certainement pas en face d'un chèque au porteur dans l'hypothèse suivante : A vue, veuillez payer au porteur, Madame X (ici le nom de la femme

du tireur) on serait en face d'un chèque à personne dénommée.

Mais à supposer que le chèque soit réellement au porteur et sincère, c'est-à-dire qu'il émane bien d'un tireur et qu'il n'ait pas été altéré, la position du Banquier payeur est singulièrement améliorée, il peut honorer le chèque sans risques, même si la présentation paraissait anormale. Notons, toutefois, qu'en France, le chèque même au porteur doit toujours être acquitté et l'acquit daté. L'acquit présente les mentions suivantes : la formule « pour acquit », la date, la signature du porteur, toutes trois de la main du porteur. Sinon, la responsabilité du Banquier serait engagée. Mais l'indication du domicile du porteur est superflue. L'Angleterre ne connaît pas cette exigence, et de bons esprits approuvent sa manière de faire, du moment, disent-ils, que le chèque est au porteur aucune considération de personne ne doit plus intervenir. Le tiré n'a qu'à vérifier la signature du tireur et à s'assurer de l'intégrité de la formule, il n'a pas à se préoccuper de savoir qui touche. En théorie ces observations paraissent difficilement contestables, mais l'acquit garde cependant des avantages, il oblige généralement le porteur illégitime à faire un faux et peut faciliter sa recherche ; peut-être même crée-t-il un obstacle qui, si faible soit-il, est susceptible, dans certaines circonstances, d'arrêter le porteur.

Que décider si le nom du bénéficiaire avait été omis ? Devrait-on tenir l'effet pour irrégulier ? Pourrait-on, au contraire, le traiter comme un chèque au porteur ? On hésite, car on est sans doute en face d'un oubli, mais peut-être aussi d'un projet de chèque inachevé et volé... En Autriche, le législateur en fait un chèque au porteur. En Angleterre, les Banquiers ne payent qu'après régularisation. Et cette dernière solution nous paraît la meilleure.

On admet que le cessionnaire d'un chèque à ordre peut le transformer en chèque au porteur par endossement en blanc. Et la réciproque est également exacte. En résumé, c'est dans le chèque au porteur que les risques de la Banque sont réduits au minimum. Est-ce alors la forme sous laquelle il conviendrait de délivrer des chèques aux personnes qui ne jouissent que d'une capacité limitée ? Il est vrai qu'elles peuvent se protéger elles-mêmes en transformant ces chèques en chèques à personnes dénommée ou à ordre, ou même en les barrant. Mais il faut être au courant et faire un effort, la plupart du temps elles se bornent à remplir, sans les modifier, les formules préparées, de telle sorte que la Banque tirée obtient ainsi une situation privilégiée.

Il est, en effet, admis par une jurisprudence à peu près unanime, que, dans le cas de chèque au porteur ou même de chèque à ordre, la Banque n'a pas à exiger du preneur la justification de son identité. Et la raison

c'est que ce serait paralyser le système du payement par chèques. Des enquêtes ne seraient pas compatibles avec la célérité nécessaire à cette opération et l'on finirait par exaspérer les porteurs qui n'ont pas de compte en banque, lesquels se refuseraient à accepter les chèques en payement, ce qui est déjà fréquent. Le chèque, en effet, il ne faut pas l'oublier, n'est pas une monnaie légale, il ne peut être imposé par le débiteur au créancier, il n'est une monnaie que si ce dernier le veut bien. En conséquence, la tâche du porteur ne doit pas être rendue trop ingrate à moins que l'on ne trouve — ce qui est une opinion soutenable et sur laquelle nous reviendrons — que le chèque n'est un procédé souhaitable que s'il aboutit nécessairement à des virements et à des compensations. Et même dans ce cas, décourager le porteur d'un chèque qui se présente aux guichets peut-être une politique assez hasardeuse pour une banque, car il n'est pas sûr que le porteur brimé se décide à se faire ouvrir un compte et à endosser désormais simplement ses chèques à sa Banque, au lieu d'aller les toucher.

Quand le chèque est important, certains Etablissements de Crédit demandent des justifications d'identité, par exemple le Crédit Lyonnais. Cette pratique, qui n'est pas sans utilité, apparaît cependant comme extralégale, et si le porteur refusait de s'y soumettre et que la Banque ne payât pas, sa responsabilité pourrait,

croyons-nous, être engagée ; surtout si des chèques du même tireur étaient présentés entre temps et épuisaient la provision. Le porteur du chèque dont le paiement aurait été différé, sans motif légal, subirait alors un préjudice dont il pourrait demander compte au tiré trop défiant et trop méticuleux. En Angleterre, les banques paient, sans s'inquiéter de l'importance, les chèques au porteur ou à ordre en dehors de toute justification d'identité sauf circonstances suspectes. Certaines Banques offrent parfois de payer à domicile, mais il ne semble pas que ce procédé puisse être imposé, ni même qu'il soit sans danger.

Il n'est même pas d'usage, du moins à Paris et dans les Grands Etablissements de Crédit, de poser des questions au porteur sur son identité ou sa qualité, ni sur son adresse. On se dit qu'un voleur ne serait pas embarrassé sur les réponses à faire et que de telles interrogations, désagréables pour les personnes susceptibles, seraient sans effets utiles.

Souvent les chèques sont acquittés d'avance ; la Banque ne pourrait-elle exiger que le porteur inconnu d'elle renouvelle l'acquit en sa présence ? Toujours pour des raisons de célérité cette précaution n'est plus exigée, du moins à Paris. On présume qu'il y a identité entre le propriétaire du chèque, le donneur d'acquit et le présentateur. Que décider, si au vu et au su de la Banque cette identité n'existait pas : si, par

exemple, le présentateur n'était pas, à la connaissance de la Banque, le signataire de l'acquit ? Il est supposé que l'on est en face d'un mandataire tacite et l'on ne demande pas de justification. C'est qu'en effet, dans la pratique, le mandat tacite joue un rôle considérable, c'est une femme, c'est une fille, c'est un domestique qui viennent toucher pour le compte de leur mari, de leur père, de leur maître, ce sont des employés, en uniforme ou non, qui se présentent de la part de leurs patrons. L'attention de la Banque devrait cependant redoubler si le préposé demandait un paiement en espèces, alors que le signataire de l'acquit fait d'habitude porter la somme à son compte.

De toutes ces constatations il résulte que, pour les chèques au porteur et même pour les chèques à ordre, la Banque n'a en principe qu'à se préoccuper de la régularité de l'acquit, elle n'a pas à se soucier de la personne du présentateur. « En principe, lit-on dans les instructions de la Bankers Trust Cy, le tiré est valablement libéré s'il a payé de bonne foi et cela encore que l'acquit soit donné par un porteur sans qualité ; il n'a pas, en effet, à s'assurer de l'identité du porteur qui présente le chèque, car, dans l'usage l'acquit est donné par avance sur le titre et tout porteur est qualifié pour toucher, quand même il ne serait pas la personne que révèle la signature de l'acquit, et alors même que le chèque présenté se trouverait revêtu

d'une signature fausse, du moment qu'aucune négligence ou imprudence ne peut lui être reprochée. »

Toute autre est la situation du Banquier payeur dans le cas de chèque à personne dénommée. La justification d'identité est nécessaire, à moins naturellement que cette personne ne soit connue de la Banque. Et l'on ne se contente pas de cartes de visite ou d'enveloppes de lettres, une pièce officielle est exigée et l'acquit, s'il a été donné d'avance, doit être renouvelé en présence du payeur. Les risques de perte et de vol sont donc naturellement moindres dans le chèque à personne dénommée que dans le chèque au porteur.

Ces risques, d'ailleurs, dans toutes les variétés du chèque, peuvent être, sinon supprimés, du moins singulièrement atténués par la pratique du barrement. Le barrement a été imaginé en Angleterre et de là il est passé en France (loi du 30 décembre 1911). Un chèque barré ne peut être présenté au paiement par le bénéficiaire, il doit, en principe du moins, le remettre à un banquier qui l'encaissera pour son compte. Sans doute il est intervenu quelques décisions de justice qui ont décidé que, si le tiré payait un chèque barré au véritable bénéficiaire sans exiger l'intermédiaire d'une Banque il était à l'abri de tout recours, mais ce n'était qu'une application de la règle : « pas d'intérêt, pas d'action », et il est certain que si le tiré, même sans aucune faute de sa part, avait payé à un autre qu'au

véritable bénéficiaire, il eût été responsable ; il doit se conformer à la loi sous peine de n'être pas protégé par elle (Tribunal de Commerce, Seine, 26 janvier 1917, *Revue pratique de législation et de jurisprudence*). Il faut donc que le tiré s'assure que le présentateur est un banquier, chose assez difficile car le métier de banquier n'est pas nettement délimité et il est exercé par une telle foule de personnes qu'aucun caissier ne peut en avoir en tête les noms et les firmes. D'où la tendance de certains Etablissements de crédit à transformer le chèque barré en un chèque de virement. Voici, à cet égard, une curieuse circulaire du Crédit Industriel et Commercial en date du 2 janvier 1923. « Il est formellement interdit de payer un chèque barré en numéraire, même quand il paraît présenté à la caisse par le représentant d'une Banque, à moins qu'une convention bien précise avec le caissier principal de l'Etablissement présentateur assure que l'encaisseur se présente bien au nom de la Banque, et que l'endos du chèque au nom de cette Banque, ainsi que l'acquit de celle-ci soient bien réguliers. En règle générale, les chèques barrés ne doivent jamais être payés en numéraire. En effet, le paiement en numéraire entraînerait les risques les plus graves. Le chèque barré doit être obligatoirement présenté à l'encaissement par une Banque, que le barrement soit général (c'est-à-dire sans indication de Banque entre les deux barrés) ou que le barrement soit

spécial (c'est-à-dire avec indication entre les deux barres d'une Banque déterminée). En conséquence, s'il est payé, dans le cas de barrement général, à une personne autre qu'un banquier, ou dans le cas de barrement spécial à une autre Banque que la Banque désignée, l'Etablissement payeur n'est pas déchargé et devra payer une seconde fois. Il est donc essentiel de n'opérer aucun règlement qui n'assure d'une façon certaine et sans aucun risque, que le paiement a bien été fait entre les mains de la Banque dont l'acquit figure sur le chèque. Il est impossible d'avoir une certitude si l'on paie en numéraire à un caissier qu'on ne connaît pas et qui se présente au guichet. Quand même on le connaîtrait comme agent de la Banque qui a signé l'acquit, il serait impossible de savoir s'il remettra exactement à sa Banque le montant de son encaissement et, si, plusieurs semaines après, une contestation venait à se produire au sujet de ce paiement, l'employé du guichet de l'Etablissement payeur serait hors d'état de prouver entre les mains de qui il a payé et de justifier, par des preuves matérielles, que l'argent versé à l'encaissement est bien parvenu entre les mains de la Banque qui a signé l'acquit et qui déclare n'avoir rien reçu. Il faut donc, de toute nécessité, que le règlement d'un chèque barré s'opère par voie de virement, la seule voie qui permette, d'une façon certaine, de savoir que la Banque débitrice n'a pas été débitée sans que la Banque

qui a signé l'acquit ait bien été créditée. » Donc, dans l'opinion de cette Société de Crédit, le paiement en espèces d'un chèque barré risque toujours de n'être pas libératoire pour la Banque tirée; elle n'a de sécurité absolue que dans le règlement par jeux d'écritures.

Peut-être la circulaire exagère-t-elle un peu la responsabilité du tiré. Est-il d'abord indispensable que la Banque ait bien en face d'elle un encaisseur de l'Etablissement qui a donné l'acquit? C'est très douteux. Il nous semble que la Banque peut se contenter de l'acquit, pourvu qu'il émane bien d'une banque (barrement général) ou d'une banque déterminée (barrement spécial). Et cela est relativement facile à vérifier, à cause des griffes et tampons. Il y a présomptions que le présentateur soit qualifié, par cela seul qu'il est en possession du titre régulièrement acquitté. On ne peut pas, semble-t-il, demander au caissier payeur de vérifier si le porteur est bien au service de l'Etablissement qui a donné l'acquit. Il n'est pas d'usage de demander des procurations, le mandat tacite suffit; souvent d'ailleurs, l'employé qui encaisse est revêtu d'un uniforme, et il y a alors, selon l'expression consacrée, investiture plausible. Ensuite, le tiré n'est-il libéré que s'il démontre que l'Etablissement qui a donné l'acquit a réellement reçu les fonds, et qu'ils n'ont pas été détournés par le présentateur, même

au service de cet Etablissement ? Ce point de vue, admis par le Crédit Industriel et Commercial, nous paraît difficilement soutenable. Il nous semble que les risques d'infidélité d'un agent sont pour la maison qui l'emploie et non pas pour ceux qui lui remettent des fonds, sur une décharge régulière. Nous estimons donc que la circulaire précitée surévalue les risques d'un paiement en espèces d'un chèque barré. D'autre part, les interdictions absolues qu'elle formule de payer en numéraire ces sortes de chèques nous paraissent sujettes à controverse, pour ne pas dire plus. Le législateur de 1911 a institué le chèque barré et non le chèque de virement. Or, il y a une différence essentielle entre les deux : le chèque barré est payable en espèces et le chèque de virement ne l'est pas. Est-ce qu'une circulaire de Banque peut supprimer cette différence ?

Quoi qu'il en soit, l'esprit de la circulaire est excellent. Il est certain d'abord que le règlement par jeu d'écritures constitue un facteur de sécurité et les Etablissements de Crédit ne sauraient trop faire à cet égard, car, si le chèque était aussi sûr que le billet il arriverait vite à le détrôner. Il présente en effet, à sécurité égale, de multiples avantages, notamment pour la comptabilité. Ce qui empêche la diffusion du chèque, c'est que la personne à qui l'on en offre en un paiement, redoute qu'il ne soit pas provisionné, qu'il soit sans valeur

réelle. On ne peut qu'applaudir à toutes mesures tendant à garantir que le véritable bénéficiaire du chèque en sera bien crédité.

En outre, et c'est sans doute le dessein essentiel de la circulaire, le payement d'un chèque en espèces doit être supprimé dans toute la mesure possible. Le chèque doit avoir comme aboutissement une sorte de comptabilisme général, c'est-à-dire un système dans lequel on se passe à peu près entièrement de monnaies métalliques et de billets. De très bons esprits avaient mis beaucoup d'espoir dans le chèque, escomptant que sa diffusion pourrait enrayer l'augmentation injustifiée de la circulation — autrement dit l'inflation. On sait que, depuis plusieurs années, l'opinion est en quelque sorte suspendue à la publication du Bilan de la Banque de France ; deux postes y retiennent l'attention : la circulation des billets et les avances à l'Etat (1). La Bourse et

(1) Ces conclusions tirées par la grande majorité du public des variations de ces postes sont souvent affectées d'erreurs systématiques de raisonnement (Voir entre autres la *Note sur le système monétaire français* de R. Wofff (Gauthier-Villars), la *Réforme monétaire* de John Maynard Keynes, et une remarquable série d'études dans le *Journal des Débats* de M. le Professeur Germain-Martin). Mais, quelle que soit la valeur intrinsèque de ces conclusions, les décisions pratiques qui en résultent ont une grande influence tant sur le marché des capitaux et des valeurs que sur la vie économique du pays et sur la politique du Gouvernement (Déclaration de M. de Lasteyrie à la Tribune de la Chambre).

même les prix sont indiscutablement influencés par les variations de ces postes. D'où le désir, si manifeste dans la circulaire précitée, d'économiser les billets en développant les règlements par jeux d'écritures.

Mais, n'eût-il pas été préférable que le législateur créât le chèque de virement? On dit bien que l'on peut compenser avec le chèque barré et l'on invoque l'exemple de l'Angleterre qui ne connaît pas le chèque de virement et où les chèques, qu'ils soient barrés ou même ouverts, ne se règlent presque jamais en espèces. Mais c'est que le milieu n'est pas le même que chez nous; les comptes en banque y sont d'une pratique quasi générale et surtout la moralité publique (du moins en ce qui concerne les chèques) y est beaucoup plus élevée (Bouteron, *Op. Cit.*; L. Mitchell, *Le chèque dans les Pays Anglo-Saxons*). Par suite, tous les chèques aboutissent naturellement à des virements et à des compensations. Mais en France, les comptes en Banque ne sont pas encore très diffusés, de sorte qu'il serait bon, semble-t-il, de créer une *variété de chèques qui provoque l'ouverture de comptes*, parce qu'on ne peut rien faire sans cela.

Le Gouvernement s'en rendait d'ailleurs compte, mais il se disait en même temps qu'un chèque doit s'acclimater et qu'il ne donne de rendement qu'après un certain temps. Au début même il peut jeter un certain trouble, d'où une politique de tergiversations.

Mais le chèque de virement n'a-t-il pas déjà chez nous une certaine existence ? Les mandats rouges de la Banque de France sont-ils autre chose ? Sans doute leur rayon d'action est étroit, mais de très fortes opérations sont réglées par ce procédé, sans maniement de fonds.

Le chèque est quérable, il n'est pas portable. Il est donc de toute nécessité que l'indication de nom du tiré et de son domicile figure sur la formule. Le caissier ne règle que les chèques payables à sa caisse ; d'habitude les chèques d'une personne ne se payent qu'au lieu d'ouverture de son compte, c'est là que sont ses disponibilités, c'est là aussi qu'est le spécimen de son écriture, les vérifications y sont donc relativement faciles. On est alors en face d'un chèque direct.

Mais il existe aussi des chèques indirects, c'est-à-dire des chèques payables ailleurs que dans la maison qui les a délivrés. Dans ce cas, le chèque doit d'abord être présenté, entièrement libellé, là où l'émetteur a sa résidence ; la présentation est attestée par un visa. L'examen du chèque se fait alors en deux étapes : au lieu de la tenue du compte et au lieu du paiement. Dans le premier endroit, l'on vérifie la signature du tireur, l'existence de la provision et la capacité de l'émetteur ; dans le second, on s'assure de l'intégrité de la formule et de la régularité de l'acquit.

La portée du visa a été discutée. Les uns ont voulu y

voir un engagement de la Banque, laquelle se porterait garante du chèque. Et tel est, en effet, le sens du visa en Amérique dans le cas de chèque certifié. La Banque tirée met sa signature à côté de celle du tireur et garantit le paiement du chèque à concurrence de la somme qui y est inscrite. Mais à la Banque de France et dans les Etablissements de Crédit Français, le visa ne paraît pas avoir cette signification. Il indique seulement que, au moment de la présentation, le chèque était régulier et provisionné, mais la Banque ne s'engage pas à payer elle-même au cas où, par suite de circonstances nouvelles, le tireur, par exemple, ne voudrait plus payer, et garde toujours le droit de s'opposer au paiement dans les hypothèses prévues par la loi. Il subsiste un doute sur la nature juridique du visa, et beaucoup de personnes qualifiées estiment que l'on aurait tout avantage à admettre en France la certification du chèque. Ces titres y puiseraient un grand crédit et circuleraient, pendant leur courte vie, comme des billets de banque. Mais des objections se sont produites ; on a dit que diminuer les billets de la Banque de France pour les remplacer par des billets d'autres banques, serait sans avantages et peut-être même dangereux. La quantité des moyens de paiement ne serait pas changée et la qualité serait peut-être amoindrie. Nous serions assez portés à croire que l'inflation par billets de banque est plus malfaisante

que l'inflation par chèques, ne serait-ce que parce que les bilans de la Banque de France sont publiés, alors que l'on ignorerait le nombre de chèques certifiés en circulation et que la politique obligatoirement prudente des Banques les met à l'abri des variations gouvernementales dangereuses.

Enfin, le chèque doit porter la signature et la griffe du tireur. Pour la griffe, il n'y a pas de difficulté, elle est inscrite sur les formules avant leur délivrance par la Banque, dans un but de commodité pratique, soit pour le personnel, soit pour l'enregistrement. Et la sanction est prévue par la loi du 12 août 1926. Dans l'exposé des motifs (n° 2.052 Annexe au Procès verbal de la séance du 10 novembre 1926) il est stipulé que « la remise à un tireur éventuel d'un carnet de chèques en blanc donnera lieu, de la part des personnes qui font profession de recevoir des sommes en dépôt, et généralement de toute personne ou Etablissement visé à l'article 8 de la loi du 31 décembre 1924 (banquiers, agents de change, caissier, payeur central du Trésor Public, Trésoriers Généraux etc...) à l'inscription du nom (et du domicile) de celui auquel les formules sont remises. Toutefois, comme il s'agit d'une simple mention destinée à rendre plus pratique l'usage du chèque et afin de ne pas charger inutilement la responsabilité des banquiers, le projet n'exige pas que ceux-ci garantissent l'authenticité des indications

qui leur sont fournies ». Il s'agit d'une mesure d'ordre interne. Au contraire, les obligations du banquier payeur sont extrêmement strictes quant à la signature du tireur. Il doit la vérifier avec le plus grand soin et la comparer avec le ou les specimens qui ont été déposés au moment de l'ouverture du compte. On sait combien les Banques anglaises sont strictes sur ce point : par exemple quand un chèque dividende est adressé au porteur des actions, il doit le signer de conformité absolu avec le modèle qu'il a déposé à la Société. La plus petite erreur, telle que l'inscription abrégée d'un prénom, fait que le chèque est impitoyablement retourné pour régularisation, même s'il a été présenté à l'encaissement par un grand Etablissement de Crédit.

Entre le specimen déposé et les signatures qui s'échelonnent sur un vaste espace de temps, il y a souvent de fortes différences, encore qu'elles émanent bien du titulaire du compte. On a même soutenu que seules les signatures fausses étaient quasi identiques au specimen. Il y a là une question d'œil et de doigté très délicate. Il n'est pas douteux que l'âge, l'état de santé, de nervosité ne modifient sans cesse les signatures. Les caissiers en sont réduits à leur inspiration et à leur flair ; heureusement leur tâche est un peu facilitée du fait que beaucoup de tireurs se servent, dans l'émission de leurs chèques, de signatures très compliquées, difficiles à imiter.

Un simple paraphe ne suffirait pas à constituer une signature, mais il n'est pas nécessaire d'indiquer des prénoms, qualités, titres de noblesse. Cependant les prénoms sont particulièrement utiles quand le nom patronymique est très commun. La signature doit être apposée à la main et non pas au moyen d'une griffe, la fraude étant alors plus facile, notamment pour les personnes qui approchent le tireur. Cependant, en Angleterre, on admet la signature à la griffe quand le chèque n'est pas tout entier de la main du tireur ; la signature suffit, il n'est pas besoin de la faire précéder des mots bon ou approuvé (Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, IV, n° 554). Dans le cas de signature par procuration, le signataire doit mentionner sa qualité ; il y a des cas où la procuration est obligatoire : par exemple pour les illettrés et les aveugles — ces personnes n'étant pas en état de vérifier le libellé du chèque.

On voit combien sont nombreuses et minutieuses les précautions que doivent prendre les Banques, soit lors de la délivrance des carnets de chèques, soit surtout lors du paiement. Laissant de côté les détails ci-dessus et qui n'épuisent pas encore la matière, on peut les résumer ainsi :

a) Pour ce qui est de la délivrance, la Banque doit essentiellement s'assurer de deux choses : la régularité des formules et la remise à l'intéressé contre une décharge.

b) Pour ce qui est du payement, la Banque doit contrôler la date, la signature du tireur, l'intégrité de la formule, la concordance de la somme en lettres et de celle en chiffres et la régularité de l'acquit.

Quels sont, en effet, les risques principaux inhérents à l'emploi des chèques ? N'est-ce pas tout d'abord qu'un voleur s'empare du carnet remis au tireur, imite sa signature et opère ainsi des prélèvements injustifiés sur son compte ? Et cette hypothèse se réalise très fréquemment, comme le prouvent les faits divers des journaux et une jurisprudence d'une extraordinaire abondance. Les titulaires des carnets ne les tiennent pas toujours sous clef, ils les oublient parfois sur leurs bureaux, dans leurs poches, des familiers s'en emparent et imitent aisément la signature du véritable propriétaire. La falsification du montant du chèque est moins fréquente, cependant elle est loin d'être rare, les personnes qui écrivent les chèques n'ayant pas toujours soin de commencer assez près des mots imprimés et permettent ainsi assez aisément des additions : par exemple, un chèque de mille francs pourra être transformé en un chèque de dix mille. Un autre gros danger : c'est que le porteur soit sans qualité pour encaisser. Ce risque, on l'a vu, qui est au maximum dans la forme au porteur, est au contraire presque supprimé dans le chèque barré, surtout s'il est réglé par inscription en compte. Il va de soi que toutes

ces opérations si minutieuses qui incombent aux Banques et qui doivent être faites avec une grande célérité constituent de véritables « nids » à responsabilité. Etant donné la multiplicité des espèces n'y-a-t-il qu'à laisser faire les juges, à s'en remettre à leur sagesse ? Ou bien, au contraire, serait-il possible de leur tracer des directives ? C'est le problème qui doit maintenant retenir notre examen.

CHAPITRE III

LA RESPONSABILITÉ DES BANQUES DANS L'ORGANISATION ET LE PAYEMENT DES CHÈQUES EST-ELLE UNE QUESTION D'ÉQUITÉ OU DE DROIT ?

Dans un ouvrage paru assez récemment, M. Achille Fould, député, a montré que les diverses législations se rangent, en somme, en trois groupes — quant à la responsabilité des Banques (le payement des chèques perdus, volés, faux et altérés en droit comparé, *Recueil Sirey*, 1924) — certaines, d'entre elles, par exemple l'Argentine, s'efforcent d'indiquer les principales hypothèses dans lesquelles la responsabilité des Banque est engagée.

Les Banques ne payeront pas les chèques : 1° Si le chèque apparaît falsifié, adulteré, intercalé, gratté, changé, effacé dans la date, dans les numéros d'ordre, quantité, espèces de monnaie, nom du porteur, signature du tireur, ou dans le cas de manque d'une de ces conditions essentielles.

2° En cas de falsification d'un chèque, la Banque tirée souffrira les conséquences : a) si la signature du tireur est visiblement falsifiée ; b) si le chèque a des altérations énumérées dans l'article antérieur ; c) si le chèque n'appartient pas à ceux que la Banque a livrés au tireur (c'est-à-dire si le chèque ne sort pas du livret numéroté avec talonnaire que la Banque a livré au tireur, contre reçu).

3° Le tireur est impossible des dommages et préjudices en cas de falsification : a) si la signature est falsifiée dans un ou plusieurs chèques reçus de la Banque et que la falsification n'est pas visiblement claire ; b) si le chèque est signé par un employé ou une personne qui signe de sa signature les chèques véritables.

M. Fould a fait une vive critique de ce système : « Les énumérations de la loi argentine sont, dit-il, comme de fausses fenêtres qui ne donnent ni air ni lumière. C'est un trompe-l'œil. Le législateur paraît donner des solutions, alors qu'en réalité il donne à peine des directives — qu'est-ce qu'une signature visiblement falsifiée ? Et qu'est-ce qu'une signature non visiblement falsifiée ? » (*Op. cit.*, p. 69).

Plus loin M. Fould ajoute : « Le système argentin n'a de précision qu'en apparence ; en réalité il ne supprime pas l'arbitraire des juges et ainsi se heurte par surcroît à toutes les objections que l'on a faites du système français. Peut-être même lui est-il inférieur,

car les Tribunaux sont très formalistes. Il leur arrive, étant embarrassés sur le fond, de se rattacher à des critères externes derrière lesquels ils aiment à abriter leurs décisions. Il est donc à craindre que dans le payement des chèques, ne sachant où est la faute, et ne se retranchant derrière les énumérations du Code argentin, ils ne rendent des décisions, en quelque sorte mécaniques. Il faut encore ajouter que le système même des énumérations n'est pas recommandable, car la réalité déborde toujours les cadres prévus et par suite ne résoud pas les problèmes qui se posent. Ce n'est pas à dire que le législateur argentin n'ait eu quelque mérite ; il a, en effet, tenté de donner des directives aux juges et de réduire ainsi leur arbitraire, ne reculant pas devant l'effort. Mais il s'est attaqué à une tâche irréalisable » (A. Fould, *op. cit.*, p. 73).

Nous souscrivons pour notre compte à ces observations. Le législateur ne peut pas prévoir toutes les hypothèses qui se présentent en pratique, et par suite son effort est vain : au lieu de vouloir entrer dans des détails qui restent forcément insuffisants, ne devrait-il pas se contenter de poser des principes directeurs dont les Tribunaux auraient à s'inspirer dans leurs décisions. Il y a des législations qui sont entrées dans cette voie : le Japon d'abord qui crée à l'encontre du tireur une présomption de responsabilité. « La loi doit décider, disait-il à la Haye en 1912, que

c'est le tireur, qui, en principe, doit supporter les conséquences du paiement d'un chèque, à moins de faute grave du tiré ». Ce système repose sur l'idée que le service des chèques est institué en faveur du tireur et qu'il est dès lors juste qu'il en supporte les risques. — C'est le tireur qui demande un carnet de chèques, parce que cela lui est commode ; il en donne décharge à la Banque, prend à son compte les responsabilités en cas de perte et de vol, est spécialement averti des dangers de cette forme de règlements, — surtout, il reste le « maître de l'affaire », pouvant donner au tiré les instructions qu'il entend et regarder les choses de près. Le tiré n'est qu'une sorte de caissier du tireur : en conséquence sauf vol ou faute lourde il ne doit pas encourir de responsabilité.

Que voyons-nous en droit administratif français, lorsqu'un particulier est victime d'un dommage provenant d'un fonctionnaire ? Le principe n'est-il pas que c'est le service qui est responsable, à moins qu'il n'y ait faute lourde du fonctionnaire. La jurisprudence du Conseil d'Etat est depuis longtemps fixée dans ce sens (notamment arrêt Lemonnier (C. d'E., 26 Juillet 1918, D. P. 1918-3-9). Et la raison en est que l'Etat apparaît comme le mandant et le fonctionnaire comme le mandataire, Or, tant que le mandataire reste dans ses fonctions, qu'il n'en abuse pas manifestement, il n'est pas responsable, c'est le mandant qui l'est. En matière

d'émission de chèques, le cas n'est-il pas le même ? Le tireur n'est-il pas le mandant et le tiré le mandataire ? Et dans notre droit, cette solution ne peut-elle pas s'appuyer sur une raison de texte ? La loi du 1^{er} juin 1865 ne dit-elle pas que le chèque est l'écrit qui sous la forme d'un mandat de paiement sert au tireur ?...

Avant tout, il faut écarter ce dernier argument : la loi ne dit pas que le chèque est un mandat : elle dit que c'est seulement l'écrit, qui sous la forme de mandat... Et cela est tout différent pour qui connaît la situation en 1865.

On avait en France une variété de chèques : le chèque récépissé, que l'on voulait supprimer, pour lui substituer la forme de chèque qui circulait en Angleterre et qui était celle du mandat. D'où la formule de la loi de 1865 qui peut se traduire ainsi : le chèque récépissé est aboli, le chèque anglais est institué. L'Angleterre était alors fort à la mode en France, et le chèque y avait eu un si brillant essor qu'on en avait conclu qu'il était le meilleur.

Peut-être y avait-il une part d'illusions dans cette croyance. Si le chèque avait pris un développement fantastique chez nos voisins, c'était moins à cause de sa forme, qu'à cause des habitudes : chacun ayant là-bas un compte en banque et se servant de sa Banque pour toutes ses opérations. L'argument de texte que l'on in-

voque est donc sans valeur. Mais il faut reconnaître que les autres raisons comportent une certaine part de vérité et ne sont pas sans force. Il est certain que le tireur trouve des avantages à payer par chèque, ne serait-ce qu'une simplification de sa comptabilité. Il est certain aussi que le tiré est sous sa dépendance, doit suivre ses instructions ; mais il serait excessif de dire cependant qu'il est son « employé ». Lui aussi a des bénéfices dans le système des paiements par chèques, et, en outre, il est un professionnel. Il fait un métier. Et cela est de nature à beaucoup modifier la face des choses. C'est au point que de nombreuses législations, au lieu de mettre sur le tireur la présomption de responsabilité, la mettent sur le tiré. Il en est ainsi par exemple de l'Autriche et de la Hongrie.

Deux députés se sont fait en France les champions de cette idée, MM. A. Achille Fould et Guy de Montjou et ils ont déposé une proposition de loi d'une netteté peut-être excessive. « Dans le cas de chèques perdus ou volés, faux ou altérés, les risques provenant du paiement sont à la charge du tiré, nonobstant toute clause contraire, à moins qu'il ne démontre le dol ou la faute inexcusable du tireur » (N° 5786, session 1923. Annexe au procès-verbal de la deuxième séance du 14 mars 1923).

M. Fould a consacré tout un ouvrage à défendre cette proposition (le paiement des chèques perdus, volés, faux et altérés en droit comparé, Sirey 1924.) — Essen-

tiellement, le but poursuivi est de substituer la responsabilité pour risque à la responsabilité pour faute. Il n'y a pas, en principe, à tenir compte de l'intention, bonne ou mauvaise ; on a agi, on doit supporter les risques auxquels on s'est exposé en agissant. Plus de faute à prouver, plus de présomption de faute. Il suffit d'établir un lien entre le préjudice causé et l'acte accompli. Trois conditions suffisent pour qu'il y ait responsabilité : un acte sans droit, un dommage, un lien de cause à effet entre les deux.

Diverses lois récentes s'inspirent de la théorie du risque : loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés aux particuliers dans l'exécution des travaux publics ; loi du 8 juillet 1895 qui alloue une indemnité à la victime d'une erreur judiciaire en dehors de toute faute des magistrats qui ont prononcé la condamnation ; loi du 17 avril 1919 sur les indemnités aux victimes des dommages de guerre ; loi du 9 avril 1898 et lois subséquentes sur les accidents du travail, particulièrement intéressantes dans notre cas, car ce n'est plus de risque ordinaire qu'il s'agit, mais de risque professionnel. Le patron qui emploie des ouvriers est responsable des accidents qui leur adviennent, soit par le fait, soit à l'occasion du travail, parce que l'exercice de sa profession crée des risques spéciaux...

Le banquier, dans le règlement des chèques, n'est pas, comme on veut le prétendre, le caissier du tireur : il fait

un métier lucratif et dès lors il doit en supporter les risques — un carnet de chèques n'est délivré qu'aux personnes qui ont des comptes ; mais les comptes sont une source de profits pour les Banques.

La proposition Fould-Montjou a peut-être l'avenir pour elle, mais elle n'a pas actuellement de base dans notre législation du chèque. Et le problème qui doit fixer notre attention est celui-ci : est-il vrai que nous n'ayons pas de système de responsabilité ? A la Haye M. Lyon-Caen disait : « Il s'agit de questions de fait qui doivent être résolues par les Tribunaux selon les circonstances ».

On serait en face de questions d'espèces, livrées à la sagesse des juges. On a en effet cette impression quand on parcourt les innombrables décisions des Tribunaux : d'autant que la plupart émanent des Tribunaux de commerce, lesquels se décident plutôt par des motifs tirés des circonstances que du droit. Par exemple, en ce qui concerne les falsifications de la signature du tireur, dans des hypothèses très rapprochées, l'on rencontre des jugements contradictoires. Certains Tribunaux apprécient sévèrement les obligations des Banques : à preuve le jugement suivant du Tribunal Civil de Lyon du 26 janvier 1889 : « Attendu, en fait, que si l'on rapproche la signature du chèque faux qui a été payé par le Comptoir d'Escompte le 15 décembre 1887, des véritables signatures données par le notaire d'abord, il est

facile de reconnaître qu'elles n'émanent pas de la même personne, qu'on ne peut pas tout d'abord ne pas être frappé par l'hésitation et la recherche que présentent à première vue les lettres E. P. R. et surtout les lettres T. et O. qui ont été surchargées, ainsi que la partie du paragraphe qui se trouve directement au-dessus du nom, alors que la signature ou les paraphes donnés par le tireur ne présentent jamais ni correction ni hésitations et se distinguent au contraire par une écriture absolument nette et très caractérisée qui dénote une habitude graphique ancienne et constante ; attendu d'autre part que l'examen de chaque lettre est non moins probant, que notamment la lettre majuscule L a sa boucle commencée au-dessus de la ligne d'écriture et sa partie inférieure anguleuse, que le T est bouclé dans le haut, que l'O et l'E sont très larges, tandis que dans la signature du demandeur la majuscule L a sa boucle commencée plus bas et sa partie inférieure toujours arrondie, que le T n'est jamais bouclé et que l'O et l'E sont moins arrondis et moins larges, de telle sorte que l'examen attentif de l'ensemble de la signature et des lettres qui composaient le nom dénotait des dissemblances frappantes de nature à éveiller les soupçons du caissier et du contrôleur de la Banque, qui étaient familiarisés avec l'écriture très correcte du notaire tireur et qui avaient toute facilité pour procéder à une vérification, soit en se reportant à la signature donnée au moment de l'ouverture du

compte, soit aux signatures des chèques précédemment payés (*Annales de droit commercial*, 1889, p. 86).

Ce jugement, qui entre dans les détails les plus minutieux, est d'une sévérité extrême pour le tiré : il exige de lui des qualités qui seraient plutôt celles d'un expert en écritures que d'un caissier. Il est en contraste frappant avec la tendance du Tribunal de Commerce de la Seine : « En matière de paiement de chèque sur fausse signature, les Banquiers ne peuvent voir leur responsabilité engagée qu'autant qu'ils ont commis une faute lourde et notamment s'ils ont payé, alors que des faits anormaux ou des circonstances louches dont ils pouvaient évidemment se rendre compte leur faisaient un devoir de s'abstenir, ou tout au moins de s'enquérir avant de se libérer » (*Gazette des Tribunaux*, 1904, 2^{me} partie, p. 7 et 8).

« Attendu que si le dépôt des signatures oblige les Sociétés de crédit à vérifier la similitude de celle revêtant les pièces et documents qui peuvent constituer leur décharge et l'engagement de leurs clients, cette obligation, étant donné la multiplicité des dites opérations, le paiement à guichet ouvert, notamment des chèques, ne peut s'entendre que dans la vérification de différences que peut révéler un simple examen, que dans l'espèce, aucune différence grossière n'existe »... (*Gazette des Tribunaux*, 1910, p. 418 à 420).

On pourrait multiplier les exemples : l'impression

qui s'en dégagerait serait chaotique. Mais n'est-ce pas là le sort de toutes les questions dans lesquelles se pose le problème de la responsabilité ? C'est le domaine le moins solide et le moins sûr du droit, car la faute est quelque chose de mal définie. L'appréciation subjective y règne en souveraine, mais les affaires s'accoutument mal d'une telle incertitude, et le régime du paiement par chèques de l'arbitraire des juges. Ne leur a-t-il pas fixé certaines directives ? C'est un point qui, à notre connaissance, n'a pas jusqu'ici assez retenu l'attention, la croyance commune étant qu'il ne pouvait s'agir que de questions d'espèces.

Il serait certes exagéré de dire que nos lois sur le chèque répartissent *ex professo* les responsabilités entre le tireur, le tiré et le bénéficiaire. Cependant elles donnent, semble-t-il, des indications intéressantes. Notons d'abord que, dans diverses hypothèses précises, la loi du 12 août 1926 a nettement déterminé les responsabilités. Par exemple, en cas de provision partielle, les obligations du Banquier payeur sont désormais bien délimitées, de même d'ailleurs que celles du porteur. Si la provision est inférieure au montant du chèque, le porteur a le droit soit de recevoir le paiement jusqu'à concurrence de provision, soit de refuser tout paiement. Si le porteur accepte le paiement partiel, il est tenu d'en faire mention sur le chèque et de donner au tiré quittance de la somme payée.

Cette quittance, délivrée sur un titre séparé, jouit à l'égard du droit de timbre de la même dispense que la quittance donnée sur le chèque lui-même. Si le porteur refuse tout paiement, le tiré doit faire mention sur le chèque du montant de la provision partielle et celle-ci est immobilisée au profit exclusif du porteur.

Le tiré qui indique sciemment une provision inférieure à la provision existante ou qui refuse de faire mention sur le chèque du montant de la provision est passible d'une amende de 500 à 1.000 francs. Par la même loi du 12 août 1926, la grave question de la révocation et du blocage du chèque reçoit une solution précise et d'ailleurs imitée, il n'est pas inutile de le remarquer, de celle qui avait prévalu en matière de lettre de change. Il n'est admis d'opposition au paiement du chèque par le tireur qu'en cas de perte du chèque et de faillite du porteur. Si malgré cette défense, le tireur faisait une opposition pour d'autres causes, le juge des référés, même dans le cas où une instance en principal serait engagée devra, sur la demande du porteur, ordonner la main-levée de cette opposition. Cette solution mériterait d'être discutée, car les pays où le chèque joue le plus grand rôle ne la connaissent pas : ils laissent au tireur la possibilité illimitée de révoquer le chèque qu'il a émis, quitte à répondre de l'abus qu'il en ferait.

En tout cas, dans cette hypothèse, la position du tiré

est bien définie ; il n'a qu'à obéir aux ordres de son client, le tireur, jusqu'à ce que le juge des référés n'en ait décidé autrement. Il n'encourt aucune responsabilité s'il reste passif, ce qui est assez aisé. Un autre nid à controverses et à procès se trouve également éliminé dans la même loi : la remise d'un chèque en paiement, acceptée par un créancier, n'entraîne pas novation. En conséquence, la créance originaire subsiste avec toutes les garanties y attachées jusqu'à ce que le dit chèque soit payé. On sait en effet que, depuis une loi de 1924 votée dans le but de faciliter les virements et les compensations, les lettres de change peuvent être réglées non plus seulement en monnaie légale, mais en chèques ; auparavant les porteurs hésitaient à accepter des chèques dans la crainte qu'ils ne fussent pas provisionnés et que néanmoins il y ait novation, c'est-à-dire qu'ils ne perdent les sûretés inhérentes à la lettre de change. Le législateur est venu les rassurer, et a édicté la disposition précitée. Il a en outre décidé, comme on l'a déjà vu, que les formules de chèques, délivrées en blanc par les Banques, devaient porter le nom du titulaire, sous peine d'une amende de 20 francs par contravention.

Enfin, par un nouveau renvoi à la législation de la lettre de change, il a spécifié que les dispositions du second alinéa de l'article 116 du Code de Commerce, modifié par la loi du 8 Février 1922, sont appli-

cables aux chèques : c'est-à-dire que dès la remise de la formule, le porteur devient propriétaire exclusif de la provision : disposition d'une importance exceptionnelle en cas de faillite et que l'on ne rencontre pas dans les autres pays. Il résulte de ces faits que la loi du 12 Août 1926 a fixé les responsabilités des divers acteurs qui jouent un rôle dans le chèque : tireur, porteur et tiré. Dans une certaine mesure, elle s'est efforcée de donner au chèque un statut à arêtes assez tranchées, mais elle s'est arrêtée en chemin et n'a point abordé le problème du payement des chèques faux ou altérés.

Il convient d'ajouter que, bien avant, à savoir en 1865 et surtout en 1874, la question des responsabilités fiscales avait été méticuleusement réglemantée. Voici un aperçu des cas dans lesquels des amendes sont dues : émission d'un chèque non timbré ; endos ou acquit d'un chèque créé à l'étranger et non timbré préalablement à sa circulation en France ; paiement d'un chèque non acquitté ; émission d'un chèque de place à place sans date ou non daté en toutes lettres ; indication d'une fausse date ou d'une fausse énonciation du lieu où il est tiré ; émission d'un chèque sans provision préalable et disponible ou avec provision insuffisante, etc, etc... (Pour plus de détails cf. J. Bouteron, *Le chèque, théorie et pratique*, p. 577 et suiv.).

Actuellement donc, les lois relatives aux chèques délimitent dans certains cas les responsabilités encourues par les diverses personnes qui figurent au chèque : spécialement en matière fiscale, mais parfois aussi en matière civile. Elles ne sont donc pas toutes laissées à l'appréciation des juges : il existe des hypothèses où ceux-ci se trouvent en face de prescriptions impératives. Mais ne faut-il pas aller plus loin et admettre que, implicitement, le législateur français a un système de répartition des responsabilités ?

Nous avons déjà souligné à plusieurs reprises que la législation du chèque a une tendance à se modeler, *mutatis mutandis*, sur la législation de la lettre de change. Et cela se conçoit assez si l'on veut bien se souvenir que notre droit du chèque s'inspire beaucoup du droit anglais. Or, en Angleterre, le chèque apparaît comme une variété de lettre de change, il est défini : une lettre de change à vue tirée sur banquier. Il est bien vrai que chez nous l'on relève beaucoup de différences entre les deux titres : le chèque est avant tout un instrument de retrait de fonds et de paiement ; la lettre de change est un instrument de circulation et de crédit. Le chèque est payable à vue, dans un délai très bref : 5 jours ou 8 jours selon les cas ; la lettre de change est généralement à une certaine échéance, et quand elle est à vue, le porteur à trois mois pour la présenter.

Dans le chèque, la provision doit-être préalable et disponible ; dans la lettre de change, il suffit qu'elle existe à l'échéance. La clause à ordre est essentielle dans la lettre de change, elle ne l'est pas dans le chèque qui peut être à personne dénommée. L'acquit est nécessaire dans le chèque, il ne l'est pas, semble-t-il, dans la lettre de change ; l'émission d'une traite est toujours un acte de commerce, tandis que celle d'un chèque ne l'est que par l'accessoire ; enfin, les droits de timbre sont différents. Voilà certes de multiples dissimilitudes, mais, quand on les examine de près, on voit qu'elles se réduisent toutes à une : à savoir que le chèque est un procédé de paiement et la lettre de change un procédé de crédit. Et dans le fond, la définition anglaise est exacte, le chèque est une lettre de change à vue sur banquier. En dehors même des cas que nous avons déjà signalés, notre législation des chèques renvoie d'une manière assez générale à la législation de la lettre de change. « L'émission d'un chèque, y **est-il** dit même lorsqu'il est tiré d'un lieu sur un autre, ne constitue pas par sa nature un acte de commerce. Toutefois, les dispositions du Code de Commerce relatives à la garantie solidaire du tireur et des endosseurs, au protêt et à l'exercice de l'action en garantie en matière de lettre de change, sont applicables aux chèques ». S'agit-il ici d'une énumération limitative ? S'agit-il au contraire d'exemples ? Les

auteurs sont partagés, M. Wahl écrit notamment : « En raison de cette différence de nature juridique sur les points que n'a pas réglés la loi, les chèques paraissent être régis par les principes généraux et non par ceux qui ont été édictés pour les lettres de change. Il a fallu un texte formel pour étendre ceux-ci — et en partie seulement — aux billets à ordre dont le but est semblable à celui des lettres de change. A plus forte raison, ces dispositions ne peuvent-elles être appliquées aux chèques, dont l'objet est tout différent ». (*Précis théorique et pratique de droit commercial* Sirey, 1922, p. 740, N° 2054).

Mais le distingué Professeur ne s'en tient pas strictement à ce point de vue : il déclare en effet un peu plus loin : « En tout cas, si le chèque, après avoir été émis, a été volé et est présenté au tiré par le voleur ou un tiers porteur, le tiré paye valablement, car il n'a aucun moyen de s'assurer que les endossements ne sont pas réguliers. La solution contraire l'obligerait à des vérifications qui sont impossibles à effectuer. L'article 145 peut d'ailleurs être invoqué par analogie. » (*Op. Cit.*, N° 2083, p. 749).

Cette dernière concession de M. Wahl est précieuse pour la thèse que nous comptons soutenir tout à l'heure. Mais nous estimons que la doctrine du savant Professeur, exposée d'ailleurs sous une forme assez dubitative, ne tient pas assez compte de ce fait que,

sauf particularités tenant surtout à des raisons fiscales, notre législation du chèque a été calquée sur celle de l'Angleterre, et le chèque n'est là-bas qu'une modalité de la traite.

Le rapport de M. Alfred Darimon au Corps Législatif est bien significatif à cet égard : « Le chèque étant, dans son contexte, un ordre à un banquier de payer une somme d'argent au porteur, est considéré comme une lettre de change à l'intérieur (inland Bill). *A cause de cela il est soumis à tous les règlements qui fixent les droits et les responsabilités des parties en ce qui concerne la lettre de change de cette nature.* Depuis l'acte du 24 Mai 1858, qui a soumis à un timbre fixe d'un penny toute traite ou ordre sur un banquier pour le paiement d'une somme d'argent au porteur sur demande (on demand) les distinctions qu'il pouvait y avoir entre la lettre de change payable à présentation et le chèque ont entièrement disparu... L'assimilation entre les deux titres, au point de vue de la loi, est aujourd'hui complète. « *Moniteur*, 5, 6, 7, et 10 Mai 1865, p. 543 552 col. 2, 561 col. 5, 573 col. 6, Annexe N° 186 au Procès-Verbal de la séance du 26 avril 1865).

Il résulte certes du même rapport de M. Darimon que cette conception ne prévalait pas entièrement en 1865. « Il a été facile de régler, en Angleterre, les conditions d'existence du chèque, on l'a purement et simplement assimilé à l'inland bill payable à vue... En France,

il nous paraît pas possible de procéder de la même manière. Pour assimiler le chèque à la lettre de change à vue, il nous faudrait remanier tout le titre VIII du livre 1^{er}, et, en partie, le titre II du livre IV du Code de Commerce. Il avait paru l'année dernière à un certain nombre de personnes que c'était là une entreprise facile. Mais, après mûre réflexion, on s'aperçoit qu'elle est plus compliquée qu'on ne le croit à première vue, et que, d'ailleurs on peut arriver à un résultat utile et pratique sans avoir recours à une révision complète de notre législation en matière de lettre de change ».

Pour des raisons d'ordre presque exclusivement fiscal, l'on élabora donc un statut spécial du chèque, au lieu d'en faire un chapitre de la législation de la traite. Mais il n'en reste pas moins, selon nous, que, sauf exceptions tenant à la différence de but des deux titres ou à un texte formel, les dispositions relatives à la lettre de change doivent être étendues au chèque. Et il en est ainsi spécialement de l'article 145 du Code de Commerce. Cela de l'avis même de M. Wahl dont l'opinion diffère de celle qui est ici défendue. Or, que dit cet article ? Celui qui paie une lettre de change à son échéance et sans opposition est présumé valablement libéré. Le moyen de soutenir, après cela, quel législateur français a laissé à l'entière appréciation des juges la question des responsabilités en matière de payement de chèques ?

Bien au contraire, il s'est placé à côté du tiré et l'a présumé libéré, s'il paie sans opposition. Sans doute il ne peut pas s'agir là d'une présomption irréfragable : il ne peut s'agir là que d'une présomption *juris tantum*. Mais l'intérêt en est déjà très grand. M. Planiol l'a montré dans une analyse pénétrante : « La nature des présomptions légales est souvent méconnue. On les rapproche des présomptions simples qui sont établies par les parties elles-mêmes, et comme conséquence de ce rapprochement, on voit en elles des modes de preuves. C'est ce qu'a fait le Code Napoléon qui traite des présomptions légales dans les articles 1350 et 1352, c'est-à-dire entre la preuve par témoins et la preuve par présomptions. Le point de vue qui ressort de ce classement est tout à fait faux ; la présomption légale n'est pas un mode de preuve, c'est une dispense de preuve. *La loi intervient par une sorte de partialité plus ou moins justifiée, pour intervertir les rôles dans le procès qui s'engage ; elle déplace le fardeau de la preuve* (Planiol. *Traité élémentaire de droit civil* t. II, 10^e édit., p. 20, N^o 53).

A raison de l'article 145, le banquier qui paye un chèque, sans opposition, est donc réputé libéré, il n'a rien à démontrer ; c'est à celui qui prétend que le dit paiement n'est pas libératoire à le prouver. Or, l'on sait que ce n'est point sans raison qu'on parle du fardeau, de la charge de la preuve. « Devant les Tribunaux,

écrit encore M. Planiol, c'est la même chose de n'avoir point de droit ou de n'en avoir point de preuves... En ce genre de lutte (les procès) il est périlleux d'attaquer, puisque celui qui attaque succombe souvent par le vice de ses propres armes, sans que son adversaire ait rien à faire pour se défendre « *Opus cit.*, p. 19, N° 49).

Dans notre législation actuelle, le Banquier payeur bénéficie donc d'une situation de privilège : il est réputé libéré s'il paye sans opposition. On voit que la proposition Fould-Montjou est aux antipodes de l'état de choses existant. Mais peut-être peut-on dire que le législateur de 1865 n'a pas assez remarqué que le Banquier faisait un métier, et que se placer à côté de lui pour le dispenser de preuve était excessif.

Quoi qu'il en soit, les faits sont là et les Tribunaux doivent s'y plier. Un point donc est acquis : en principe, le banquier qui a payé est libéré, il peut débiter le compte du tireur. Pour empêcher ce résultat, ce dernier n'a qu'une ressource : prouver que le Banquier a commis une faute, soit contractuelle, soit délictuelle, soit légale.

Laissant de côté la responsabilité légale dont nous avons déjà cité plusieurs cas, en matière de chèque, il reste à examiner la question de la responsabilité contractuelle, de la responsabilité délictuelle, et du cumul des deux.

En général, l'on distingue la responsabilité contractuelle et la responsabilité délictuelle : l'on dit que la première est prévue dans les articles 1.146 et suivants du code civil, la deuxième dans les articles 1.382 et suivants. Que l'une suppose un rapport antérieur entre les personnes, alors que l'autre n'en suppose pas ; que la faute délictuelle est appréciée plus rigoureusement que la faute contractuelle ; qu'elle impose la réparation des dommages même imprévus. M. Planiol se prononce en sens inverse pour l'unité de faute : « L'idée d'un dualisme en matière de faute est si bien entrée dans les esprits qu'un auteur récent a écrit que la distinction de la faute délictuelle et de la faute contractuelle n'est pas sérieusement contestable » (Huc, t. VII, N° 424). « Il faut s'entendre si l'on veut parler d'une distinction à faire dans la pratique entre les obligations contractuelles et les obligations légales, peut-être trouverait-on quelque disposition de la loi positive qui donne un intérêt à cette distinction ; mais si l'on prétend établir une différence spécifique entre les fautes au point de vue rationnel et doctrinal, la distinction communément admise n'est pas seulement contestable, elle n'a ni sens ni raison d'être ... » (*op. cit.*, p. 305, N° 877).

La jurisprudence ne s'est pas ralliée à la thèse de M. Planiol, elle reste attachée à la doctrine traditionnelle : responsabilité contractuelle dans le cas de

rapports antérieurs entre les personnes, responsabilité délictuelle dans l'hypothèse inverse.

En matière de paiement de chèques, il est évident qu'il y a un rapport contractuel préexistant entre le tireur et le tiré. Le tireur s'est fait ouvrir un compte, il s'est fait remettre un carnet de chèques et la Banque s'est obligée à payer dans la limite des disponibilités.

Mais on n'est pas d'accord sur la nature de ce rapport. Les uns disent qu'il faut y voir un cas de délégation — les autres un cas de stipulation pour autrui. D'autres enfin — les plus nombreux — et c'est l'opinion qui nous paraît la plus exacte, croient que le chèque, opération fort complexe, contient, en tous cas, un mandat, donné par le tireur au tiré, de prélever sur son avoir une certaine somme (1). C'est la conception admise en Angleterre, en Amérique, en Allemagne et dans la plupart des pays. On ne s'y prononce pas sur la nature juridique du chèque, mais on tient pour certain qu'il contient un mandat du tireur au tiré. Le chèque n'est pas une institution simple ; il met plusieurs personnes en présence et leurs rapports ne s'analysent pas d'une manière identique. Sans entrer dans le détail de ce problème qui a soulevé de vives controverses, nous pouvons dire cependant que dans les relations du

(1) Voir sur ce point une remarquable étude de M. J. Brethe sur la Théorie Juridique des Titres à Ordre (Rev. Trim. Dr. Civ. N° 3, 1926).

tireur et du porteur ou du porteur et des endossataires, le chèque semble bien être une cession de créance ; et que dans les relations du tireur et du tiré, il semble bien être un mandat ; d'où des difficultés quasi insurmontables dans la détermination des droits et des devoirs respectifs des personnes en présence. Exemple : le chèque s'analysant dans un mandat dans les rapports du tireur et du tiré, il devrait en résulter un droit de révocation pour le tireur jusqu'à paiement. Mais comment admettre ce droit — si logique pourtant — si l'on reconnaît que, dans les rapports du tireur et du porteur, le chèque est une cession de créance ? Quoiqu'il en soit, le chèque, dans les rapports du tireur et du tiré paraît bien comporter un mandat, et dès lors, l'on a, en outre de l'article 145 du Code de commerce, un nouveau principe de répartition des responsabilités. Le mandat est, en effet, un contrat bien catalogué de notre droit et qui a un statut assez bien défini. Ajoutons qu'ici il s'agit d'un mandat salarié. Sans doute les Banques ne prélèvent pas, en général, de courtages sur le paiement des chèques, mais il n'est pas contestable qu'elles en tirent des profits indirects, le chèque n'étant, en général, que l'accessoire d'un compte. La responsabilité du mandataire s'apprécie plus sévèrement dans le mandat salarié que dans le mandat gratuit (C. Civ. art. 1922). Il est alors comptable de sa faute, même légère, *culpa levis in abstracto*.

Nos anciens auteurs distinguaient trois degrés de fautes : la faute lourde, qui consistait en une négligence grossière, telle que les hommes les moins soigneux n'en commettent pas pour leurs propres affaires ; la faute légère qui s'appréciait d'après le soin que le commun des hommes apporte ordinairement à ses affaires ; la faute très légère, qui existait par cela seul qu'elle aurait pu être évitée par une personne très vigilante et très attentive. M. Planiol a montré que cette distinction n'était pas d'origine romaine comme on se l'imaginait : « en dehors de la *culpa lata* qu'ils assimilaient au vol, les Jurisconsultes romains ne connaissaient, en matière de contrats, qu'une seule espèce de faute, qu'ils appelaient habituellement *culpa levis* et qu'ils appréciaient en général en se réglant sur la façon dont un propriétaire soigneux administre ses affaires, c'est-à-dire d'après un type abstrait, d'où le nom de *culpa levis in abstracto*, qui a été inventé par les interprètes et ne se trouve pas dans les textes » (*Op. cit.*, t. II., p. 89, N° 236). D'après l'éminent Professeur, le Code a repris l'ancienne notion romaine de la *culpa levis in abstracto*, et condamne la subdivision en faute lourde, faute légère et faute très légère introduite par les commentateurs.

Le Banquier payeur de chèque, mandataire salarié du tireur, est donc tenu d'apporter dans l'exercice de ses fonctions la diligence d'un bon père de famille ;

s'il reste en deçà, il est responsable. Sans doute c'est une directive, mais a-t-elle un caractère bien objectif ? N'est-elle pas trop subjective ? Certes, l'on invite les juges à se reporter à un type abstrait : le bon père de famille — mais n'est-il pas à craindre que chacun d'eux ne se fasse de ce type abstrait une image spéciale ? Si l'arbitraire est réduit, il n'est assurément point éliminé par le critère proposé. Restant dans le domaine des idées générales, M. Planiol observe finement que « toutes les difficultés relatives à la prestation des fautes sont plutôt doctrinales que pratiques ; devant les Tribunaux c'est toujours une question de fait qui se pose. La Loi et les auteurs ne peuvent donner que des formules générales en distinguant les fautes légères et les fautes graves, mais dans un procès la difficulté se présente autrement : la négligence qu'on reproche au débiteur et dont la nature est essentiellement variable et souvent très complexe, constitue-t-elle une faute légère ou une faute grave ? C'est une question d'appréciation et de sentiment qui laisse à peu près entière la liberté des juges » (*Op. cit.*, t. II, p. 90, N° 240).

En dehors des cas spéciaux réglés expressément par le législateur, l'on peut dire déjà que deux principes généraux, malheureusement imprécis, existent en matière de responsabilité du Banquier payeur : l'un est formulé dans l'article 145 du Code de Commerce, l'autre dans l'article 1992 du Code Civil. Est-ce tout et ne pourrait-

on faire aussi l'application des articles 1382 et suivants du Code Civil ? On sait que ces articles concernent les délits et quasi-délits civils, et qu'ils emportent responsabilité dans le cas de faute, si légère qu'elle soit. En outre, il est dû réparation des dommages même imprévus. A de nombreux égards, la position de celui qui peut invoquer la responsabilité délictuelle est donc plus avantageuse que celle de celui qui ne peut invoquer que la responsabilité contractuelle. Le domaine de ces deux responsabilités est-il séparé par des cloisons étanches ? Peut-on, au contraire, à son choix, opter pour l'une ou pour l'autre ? Ou même peut-on pratiquer le cumul ? sous la réserve bien entendu qu'en aucune hypothèse l'on ne réclamera au delà du préjudice intégral.

La solution qui se dégage d'arrêts tout récents paraît être la suivante : en principe, l'on n'a pas d'option — la responsabilité contractuelle joue quand il y a rapport antérieur entre les personnes en présence — la responsabilité délictuelle quand les personnes sont étrangères l'une à l'autre (Chambre civ. Cass., 11 janvier 1922 — Sirey, 1924, I, 105). Le cumul n'est, *a fortiori*, pas possible, mais il y a une réserve importante à faire : à savoir le cas de dol et de faute lourde ; il semble alors que la victime ait le choix et même le cumul (Cass. Req., 14 décembre 1926 — Sirey, 1927, I, 105).

Les « attendus » des décisions judiciaires ne sont pas

explicites, il ne font pas, en général, la distinction entre la faute contractuelle et la faute délictuelle, ils se bornent à affirmer qu'il y a « faute lourde » et mettent alors le paiement illégitime à la charge de la Banque. Mais la notion de *faute lourde* est très élastique et subjective ; de telle sorte que, de quelque côté que l'on retourne la question, l'on s'aperçoit qu'elle comporte toujours une large part d'arbitraire.

La portée de la présomption de l'article 145 du Code de Commerce est sujette à appréciation. L'article 1992 du Code Civil ne donne que des directives. Enfin, les articles 1382 et suivants, qui ne sont, semble-t-il, applicables que dans certaines hypothèses, manquent singulièrement de précision « à la différence du Code Allemand qui a développé la théorie des fautes dans des articles nombreux, notre Code ne contient sur ce sujet que des dispositions trop sommaires et trop vagues. Elles se réduisent aux deux articles 1382 et 1383. Le premier ne donne pas une définition, même défectueuse de la faute, dont il prononce à peine le nom d'une façon incidente, il se place surtout au point de vue du résultat matériel de la faute, le dommage causé..... Le Code allemand dit, au contraire, cette précision : « celui qui lèse illégalement une autre personne (art. 823) » (Planiol, *Op. cit.*, t. II, p. 291, N° 863). On conçoit, dans de telles conditions, que l'on ait voulu substituer l'idée de responsabilité pour risque à l'idée de responsabilité

pour faute ; et l'on sait que le législateur lui-même est entré dans cette voie, notamment en matière d'accidents du travail. MM. Fould et Guy de Montjou se sont fait, dans la matière des chèques, les champions de cette idée. Ils ont, comme on l'a déjà vu, déposé la proposition suivante : dans le cas de chèques perdus ou volés, faux ou altérés, les risques provenant du paiement sont à la charge du tiré nonobstant toute clause contraire, à moins qu'il ne démontre le dol ou la faute inexcusable du tireur ». Il est visible que les honorables députés se sont inspirés de la loi sur les accidents du travail.

Mais diverses observations se présentent à l'esprit : tout d'abord il paraît vraiment difficile d'assimiler les cas de perte et de vol aux cas de falsification et d'altération ; en bonne justice les premiers doivent rester à la charge de la victime, car c'était elle qui, à ce moment, était, selon la formule allemande, le porteur de risques ; les seconds peuvent, au contraire, être laissés pour compte au tiré, la falsification et l'altération étant dirigées contre lui. La proportion est donc trop extensive et il conviendrait de jeter du lest.

Mais ce n'est pas tout. Si les Banques venaient à être mises, par le législateur, dans la situation souhaitée par MM. Fould et de Montjou, ne seraient-elles pas amenées, pour se couvrir autant que faire se pourrait, à entourer le paiement des chèques de formalités telles que l'on finirait par prendre en abomination ce procédé de ré-

glement. C'est une crainte qui a été souvent exprimée, et qui doit retenir l'attention. Le chèque n'est déjà pas très populaire ; s'il est assez bien vu des tireurs et même des tirés, il est souvent accueilli froidement par les bénéficiaires. Veut-on encore liguer les tirés contre lui ? Curieux moyen de développer son usage !

Enfin, même dans le système de MM. Fould et de Montjou, les procès ne sont certes pas entièrement supprimés, on plaidera le dol ou la faute inexcusable ; notions qui ne sont pas, au fond, aussi précises qu'il semble au premier abord. Par exemple, il y a des variétés de dol : ce peut être un artifice, une manœuvre, une ruse, une déclaration mensongère ou peut-être, parfois, une simple réticence.

La notion de faute inexcusable n'est pas non plus mathématiquement définitive ; elle est apparue pour la première fois dans la loi de 1898 sur les accidents du travail ; elle désigne une faute *plus* que lourde ; mais ici même le subjectivisme n'est pas totalement éliminé.

Si bien que l'on hésite à se prononcer sur la valeur respective des deux systèmes aujourd'hui en lutte : responsabilité pour faute et responsabilité pour risque. La première semble plus juste et satisfait mieux les desiderata de la conscience ; la seconde paraît plus adéquate aux nécessités de la vie moderne. Ce sont les Banques qui organisent le système des règlements par chèques et qui le font fonctionner dans le cadre des lois. Il n'est,

dès lors, pas illogique de leur faire supporter les risques normaux ; mais, quel que soit le fondement sur lequel l'on fasse reposer la responsabilité, elle sera toujours délicate à déterminer. Et l'idéal serait d'empêcher, dans toute la mesure possible, que cette question ne se pose. Est-ce là une entreprise chimérique ? Nous ne le croyons pas ; et ce sera l'objet de notre conclusion.

CONCLUSION

Dégager des règles rationnelles de répartition de responsabilité dans les cas de perte, de vol, de falsification et d'altération de chèques, apparaît comme une quasi impossibilité. Un certain arbitraire des Tribunaux y reste fatal. N'existe-t-il pas un moyen de limiter, sinon d'empêcher ces accidents, gênants pour les particuliers, redoutés des Banques et dangereux pour l'avenir du chèque et le bien du crédit public ? Telle est la question que nous voudrions examiner et qui est susceptible de changer du tout au tout la face du problème. Aujourd'hui les cas de vol, de falsification et d'altération de chèques sont extrêmement nombreux, pour un double motif : l'on peut d'un coup s'assurer de fortes sommes et cela sans courir trop de risques.

C'est qu'en effet, l'immense majorité des chèques qui circulent sont des chèques ouverts, c'est-à-dire des chèques « tirables » sur n'importe qui et payables à n'importe qui. La plupart du temps même, ces chèques sont au porteur ou à ordre, formes qui facilitent singulièrement l'encaissement. La situation des voleurs

est la suivante : grands profits possibles, risques légers. C'est dire que la tentation est forte.

Les choses changent déjà avec le chèque barré, comme on l'a vu, mais à une condition toutefois, c'est qu'il ne soit pas réglé en espèces ; et l'on se rappelle les instructions données par certaines banques à leurs employés. Ces instructions malheureusement n'ont pu se généraliser, car elles ne semblent pas légales. On est ainsi tout naturellement amené à penser que la solution du problème serait dans l'institution du chèque de virement, c'est-à-dire d'un chèque qui ne donne jamais lieu qu'à des virements et des compensations.

Ce chèque a déjà un très large rayonnement, il existe en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, en Belgique, etc... Voici le texte de la loi allemande qui le vise : « Le tireur ainsi que tous les porteurs d'un chèque peuvent en interdire le paiement au comptant, moyennant l'inscription au recto de la mention transversale : uniquement pour virement (nur zur verrechnung). Dans ce cas, le tiré ne peut liquider le chèque que par voie de compensation, la compensation vaut paiement aux yeux de la loi. La défense est irrévocable, sa violation rend le tiré responsable du préjudice qui peut en résulter » (art. 14 de la loi du 12 mars 1908). A la différence du chèque ordinaire et même du chèque barré, le chèque de virement est un

chèque qui n'aboutit jamais à un paiement en espèces.

On peut dire que ce chèque n'est pas entièrement inconnu en France. Qu'est-ce d'autre, en effet, que les mandats rouges de la Banque de France ? Ce sont des procédés de règlement qui ne donnent jamais lieu à un mouvement de monnaies, mais seulement à des écritures. Leur rayon d'action est très limité, le public n'est pas admis à bénéficier de ce service, seuls les Banquiers, agents de change et quelques agents du Trésor utilisent ces mandats. Il est vrai qu'ils portent sur des sommes considérables, mais le nombre des personnes qui s'en servent est tout à fait restreint.

On a soutenu qu'il était loisible à n'importe qui de créer, s'il le voulait, des chèques de virement. Il lui suffirait de prendre un chèque ordinaire, de le barrer, et d'inscrire entre les barres une formule du genre de celle-ci : pour mise en compte seulement. C'est notamment l'opinion de M. J. Bouteron : sous l'empire de la législation actuelle, le tireur peut valablement stipuler que le règlement du chèque s'effectuera en compte, soit par virement, soit par l'intermédiaire d'une chambre de compensation, à l'exclusion de tout paiement en numéraire (*op. cit.*, p. 96 en note).

M. Bouteron se borne à une affirmation, il ne l'appuie d'aucune raison, et l'on peut douter qu'elle soit fondée. En effet, l'Enregistrement est très strict en matière de

timbre, le chèque ne peut bénéficier d'un droit privilégié que s'il s'enferme dans les cadres tracés par la loi. Il serait fort à craindre que si les tireurs ou les porteurs surchargeaient le chèque de mentions non prévues par le législateur, le fisc ne réclamât un droit de timbre supplémentaire ; et l'on n'est pas réduit sur ce point à des conjectures : avant la loi du 26 janvier 1917, qui a admis la domiciliation du chèque sous certaines conditions, des Banques avaient essayé de pratiquer cette domiciliation, mais elles avaient dû y renoncer à cause des exigences de l'Enregistrement. Il est probable que la mention de « mise en compte » se heurterait aux mêmes obstacles, le fisc y verrait sans doute un *nouvel acte* donnant ouverture à un *nouveau droit* de timbre.

Une loi paraît donc nécessaire pour donner au chèque de virement droit de cité. Cette loi depuis longtemps réclamée, mais jusqu'ici en vain, bien que le Parlement ne méconnaisse pas l'intérêt de cette variété de chèque. C'est, semble-t-il, M. Bellom, professeur d'Économie d'Industrielle à l'École des Mines, qui le premier a préconisé en France l'institution du chèque de virement (*Génie Civil* 13 Octobre 1909). Il le croyait préférable au chèque barré et eût voulu que le Parlement l'admit à la place de celui-ci. Mais ses efforts ne furent pas couronnés de succès, le chèque barré l'emporta (loi du 30 Décembre 1911). Le rapporteur de la loi en a donné les motifs dans une lettre au Temps du

9 Janvier 1912 : « Le nombre des personnes ayant des comptes en banque n'est pas assez considérable pour qu'on ait pu procéder autrement ; il fallait bien permettre aux personnes n'ayant pas de compte de remettre un chèque à l'encaissement, sans quoi il eût fallu que le tireur, avant de signer un chèque barré, s'assurât que le bénéficiaire possédât un compte en banque, ce qui eût singulièrement limité l'usage du chèque barré. Tel qu'il est, le nouveau chèque barré aura, il faut l'espérer, le résultat de montrer, par la pratique, l'avantage de la compensation et de conduire sans doute à la multiplication des comptes en banque. Lorsque le nombre de ces comptes aura suffisamment augmenté on pourra se préoccuper, par une loi nouvelle, de transformer le chèque barré en outil de compensation et uniquement de compensation. »

Le législateur admet donc la supériorité du chèque de virement sur le chèque barré, mais il estime qu'il faut procéder par étapes, de façon à ne pas violenter les habitudes et à décourager la clientèle. Récemment (16 Mars 1923) M. Fould et de Montjou ont estimé que l'heure du chèque de virement avait sonné et ils ont déposé la proposition suivante : « Le tireur ou le porteur d'un chèque peuvent interdire qu'on paie ce chèque en espèces, en inscrivant au recto, entre les barres, la mention « à porter en compte » ou une expression équivalente. Dans ce cas, le chèque ne peut être réglé

que par « écritures », la mention à porter en compte n'est pas révocable, l'observation de cette stipulation rend le tiré responsable de tous les dommages pouvant résulter d'un tel paiement ».

Il faut reconnaître que les personnalités qui ont jusqu'ici préconisé le chèque de virement se sont placées à un point de vue différent du nôtre et qui, actuellement, semble d'un intérêt spécial. Economiser le numéraire, tel est l'objectif que l'on a en vue.

Le chèque ordinaire aboutit très souvent à un paiement en espèces et le chèque barré lui-même n'est pas toujours réglé sans déplacement de fonds, sans manie-
ment de monnaies ; et par suite, la circulation des billets de banque, sans même tenir compte des avances faites à l'Etat, est supérieure à ce qu'elle devrait être, étant donné l'état économique du pays. On fait, à cet égard, le parallèle de ce qui se passe en Angleterre et de ce qui se passe en France. Chez nos voisins, les monnaies métalliques et les billets de la Banque d'Angleterre entrent dans les règlements pour une proportion infime — 6 à 8 0/0 — en France, ils jouent toujours un rôle très important ; et l'on prétend que c'est là le fait d'une civilisation économique retardataire, d'où la campagne en faveur du chèque de virement. Mais peut-être s'illusionne-t-on sur les résultats pratiques qu'est susceptible de produire l'institution en France du chèque de virement. Observons d'abord que les

pays où les compensations sont le plus développées en le connaissent pas, nous voulons parler de l'Angleterre et des Etats-Unis. Dans ces deux Etats le « comptabilisme » est poussé quasi à son suprême degré et le chèque de virement n'y existe pas.

Tout chèque — ouvert ou barré — peut et doit, si l'on s'en sert logiquement et pratiquement, aboutir à un règlement par jeux d'écritures. Il suffit pour cela qu'il soit doté d'un statut légal bien étudié, et que le public ait l'habitude des comptes en Banque.

a) Un statut légal approprié. Nous entendons surtout par là que ce chèque ne devrait pouvoir être tiré que sur les Banques ou les organismes assimilés : réservoirs de thésaurisation collective, comme l'a dit M. Rist, sous-gouverneur de la Banque de France, et par cela même facteurs de virements et de compensations. En France, il reste possible, même depuis 1924, de tirer un chèque sur n'importe qui, en payant, il est vrai, un droit de timbre plus élevé. C'est une faculté qui n'est pas compatible avec la nature du chèque, qui est un procédé d'économie du numéraire, et qui devrait disparaître de notre droit.

b) L'habitude des comptes en banque. Sans doute, les progrès sont incessants à ce point de vue, il n'y a qu'à parcourir les bilans des Banques pour le constater ; mais l'on est encore très loin de l'état de choses qui existe en Angleterre. Là-bas, les comptes sont la règle,

ici ils sont encore l'exception. Et dès lors le milieu n'existe qu'imparfaitement, qui permettrait au chèque de virement d'économiser les monnaies.

L'institution du chèque de virement peut se défendre par d'autres raisons qui, à notre connaissance, n'ont pas jusqu'ici été mises en lumière. Nous estimons que cette variété de chèques — de par son mécanisme même — résoud en grande partie le difficile problème de la perte, du vol, de la falsification et de l'altération des chèques.

Il y a deux méthodes possibles pour aborder ce problème.

a) Trouver une solution après que ces accidents se sont produits. On a vu que les législateurs et les juristes les plus réputés n'ont pas trouvé de solution positive à cette question délicate, malgré des recherches approfondies. Un ancien Professeur de la Faculté de Droit réputé pour la puissance constructive de son esprit, a essayé, il y a quelques années, de disséquer le problème et d'en faire tout le tour. Il a distingué diverses hypothèses : 1^o Le chèque présenté au paiement a été établi et signé sur une formule détachée du carnet par le titulaire du compte et il n'a subi aucune falsification ou altération ; mais il est présenté à l'encaissement par un porteur illégitime. Ce paiement est libératoire pour le tiré de bonne foi, à raison de l'article 145 du Code de Commerce. 2^o Le chèque présenté au paiement a été établi

sur une formule détachée du carnet à l'insu du titulaire et signé de son nom au moyen d'un faux. Dans ce cas, la perte est, en principe, pour le tiré ; surtout si la signature n'est pas très bien imitée ; à moins que le tireur n'ait lui-même commis une faute lourde, par exemple s'il a laissé traîner son carnet de chèques au lieu de le conserver en lieu sûr. 3° Le chèque est régulier à l'origine, comme dans le premier cas, mais il a été altéré avant la présentation au paiement dans l'une de ses mentions essentielles, par exemple en ce qui touche la somme à payer ou le bénéficiaire. Il doit être traité comme un chèque faux dans la limite de l'altération et de la falsification. 4° La signature du tireur est fausse et la formule elle-même imitée ; dans ce cas, d'ailleurs rare, la responsabilité du Banquier payeur est certainement engagée (D. P. 1896-2-401. Voir aussi *Traité Élémentaire de droit commercial*, par Thaller et Percerou, p. 944, N° 1654, édit. 1922).

Si intéressantes que soient ces directives, elles n'ont pas résolu — loin de là — toutes les difficultés qui se révèlent dans la pratique. Et si des hommes aussi avertis que MM. Thaller et Percerou n'ont pas abouti, n'est-ce pas que l'œuvre tentée n'était pas réalisable ? De telles directives ne sont pas inutiles, certes, mais elles sont bien générales, peu précises et inadéquates à la variété des hypothèses qui se présentent journellement. D'où l'idée dont nous nous faisons ici les défenseurs, qui con-

siste à aborder le problème sous un angle nouveau : prévenir dans toute la mesure possible les effets de la perte, du vol, de la falsification et de l'altération des chèques, de manière à n'avoir que rarement à trancher la question des responsabilités que ces accidents soulèvent.

b) Empêcher que ce problème ne se pose, puisqu'il est de solution quasi impossible, tel est le but à atteindre. Et le moyen c'est l'institution du chèque de virement. Avec ce chèque, deux Banques ou deux organismes assimilés sont toujours en présence : l'un est débité, l'autre est crédité. Ces opérations demandent un certain temps en France, de 4 à 5 jours, et ce délai est très salubre ; la personne qui a perdu un chèque ou à qui un chèque a été volé, a le temps de faire opposition à sa Banque. Le soi-disant titulaire d'un chèque hésitera à se présenter pour en toucher le montant s'il doit attendre 4 ou 5 jours après l'avoir déposé à sa Banque. Il craindra qu'une opposition ne se soit produite, s'il se présente et risquera de ne pas pouvoir toucher et même de se faire arrêter. Aujourd'hui, avec le chèque ouvert, le voleur se précipite aux guichets de la Banque et réussit souvent à encaisser, avant que le tireur n'ait pu faire opposition. Ce moratoire des paiements, qui résulte du mécanisme même du chèque de virement atténue déjà singulièrement les risques si graves actuellement de perte et de vol de chèques.

Mais ce n'est pas tout ; du moment que le chèque de virement se traduit par des jeux d'écritures, la Banque tirée connaîtra toujours la Banque qui a été créditée. Celle-ci saura à qui elle a remis l'argent, puisqu'elle ne prendra à l'encaissement que les chèques de ses clients. Mais, pour se faire ouvrir un compte, il faut montrer des pièces d'identité, indiquer son domicile ; si le chèque a été perdu, volé, altéré, la Banque qui l'a réglé pourra aisément retrouver la personne qui a encaissé ; si elle ne le peut, c'est qu'elle est en faute, ayant ouvert un compte sans prendre les précautions d'usage, alors sa responsabilité sera naturelle. Il pourra, sans doute, arriver que la personne qui a touché soit de bonne foi et que ce soit l'un des porteurs précédents du chèque qui l'ait volé ou altéré ; mais, en général, il sera assez facile de remonter toute la chaîne des personnes entre les mains desquelles le chèque est passé et de retrouver l'auteur du vol et de la fraude. Or, peu d'individus se risqueraient à voler ou à falsifier un chèque, s'ils étaient à peu près certains d'être découverts. Le chèque de virement apparaît donc comme le procédé le plus adéquat de lutte contre la perte, le vol et l'altération des chèques, puisque l'encaisseur indélicat ne peut guère espérer échapper à la répression, si même il réussit à s'approprier la valeur du chèque, ce qui est loin d'être certain.

On objectera peut-être que ce remède, si efficace

qu'il soit, n'est pas d'une application possible. Admettons que le législateur institue le chèque de virement, combien de temps faudra-t-il pour qu'il prenne un essor sérieux : On a l'exemple du chèque barré qui, créé en 1911, n'est pas encore complètement passé dans les habitudes. Cette objection n'est certes pas dénuée de valeur et la solution que nous préconisons n'est ni radicale ni à échéance tout à fait prochaine. Bien longtemps encore on verra circuler des chèques ouverts qui se régleront en espèces ; mais l'heure est venue de faire sa place au chèque de virement, car on ne gagne rien à toujours différer. Les habitudes ne se transforment pas en un jour, à tout le moins, faut-il leur donner l'occasion de se modifier.

Pour nous, le chèque de virement est destiné à une meilleure fortune que le chèque barré, en voici la raison : le chèque barré crée pour la Banque qui paye infiniment plus de risques que le chèque ouvert. Et, dès lors, les Établissements de Crédit n'y poussent que modérément. Tout au contraire, le chèque de virement est une cause puissante de modération des responsabilités encourues par les Banques tirées. Il est, en conséquence, probable que guidées par leur intérêt et le souci du bien commun, elles feront en sa faveur une propagande efficace. Le chèque barré a en partie échoué parcequ'il aggrave les risques à la charge des Banques, le chèque de virement peut réussir, parcequ'il les diminue.

ANNEXE

LOI CONCERNANT LES CHÈQUES

(*Bull. des Lois*, 11^e S. B, 1296, N^o 13.291).

Art. I. — Le chèque est l'écrit qui, sous la forme d'un mandat de paiement, sert au tireur à effectuer le retrait, à son profit ou au profit d'un tiers, de tout ou partie de fonds portés au crédit de son compte chez le tiré et disponibles. — Il est signé par le tireur et porte la date du jour où il est tiré. — Il ne peut être tiré qu'à vue. — Il peut être souscrit au porteur ou au profit d'une personne dénommée. — Il peut être souscrit à ordre et transmis même par voie d'endossement en blanc. -- (Paragraphe ajouté L. 19 février 1874). Le chèque indique le lieu d'où il est émis. La date du jour où il est tiré est inscrite en toutes lettres et de la main de celui qui a écrit le chèque. — Le chèque, même au porteur, est acquitté par celui qui le touche; l'acquit est daté. — Toutes stipulations entre le tireur, le bénéficiaire ou le tiré, ayant pour objet de rendre le chèque payable autrement qu'à vue et à première réquisition, sont nulles de plein droit.

Art. II. — (Ainsi modifié, L. 12 août 1926) : Le chèque ne

peut être tiré que sur un tiers ayant provision préalable ; il est payable à présentation. (Ainsi complété L. 2 août 1917 et modifié, L. 12 août 1926). Si la provision est inférieure au montant du chèque, le porteur a le droit soit de recevoir le paiement jusqu'à concurrence de la provision, soit de refuser tout paiement.

Si le porteur accepte le paiement partiel, il est tenu d'en faire mention sur le chèque et de donner au tirer quittance de la somme payée. Cette quittance, délivrée sur titre séparé, jouit à l'égard du droit de timbre de la même dispense que la quittance donnée sur le chèque lui-même.

Si le porteur refuse tout paiement, le tiré doit faire mention sur le chèque du montant de la provision partielle et celle-ci est immobilisée au profit exclusif du porteur.

Le tiré qui indique sciemment une provision inférieure à la provision existante, ou qui refuse de faire mention sur le chèque du montant de la provision, est passible d'une amende de 500 fr. à 1.000 fr.

Art. III. — Le chèque peut être tiré d'un lieu sur un autre ou sur la même place.

Art. IV. — (Ainsi modifié L. 12 août 1926) : L'émission d'un chèque, même lorsqu'il est tiré d'un lieu sur un autre, ne constitue pas, par sa nature, un acte de commerce. Toutefois les dispositions du Code de Commerce relatives à la garantie solidaire du tireur et des endosseurs, au protêt et à l'exercice de l'action en garantie en matière de lettres de change, sont applicables aux chèques. En cas de protêt, les formalités du timbre et de l'enregistrement sont

données en débet. Le recouvrement des droits est poursuivi par le Trésor contre le tireur.

Art. V. — Le porteur d'un chèque doit en réclamer le paiement dans le délai de cinq jours francs, y compris le jour de la date, si le chèque est tiré de la place sur laquelle il est payable et dans le délai de huit jours, y compris le jour de la date, s'il est tiré d'un autre lieu. Le porteur d'un chèque, qui n'en réclame pas le paiement dans les délais ci-dessus, perd son recours contre les endosseurs ; il perd aussi son recours contre le tireur si la provision a péri par le fait du tiré après lesdits délais.

Art. VI. — (Ainsi remplacé, L. 19 février 1874) : Le tireur qui émet un chèque sans date, ou non daté en toutes lettres, s'il s'agit d'un chèque de place à place ; celui qui émet un chèque d'une fausse date ou d'une fausse énonciation du lieu d'où il est tiré, est passible d'une amende de 6 % de la somme pour laquelle le chèque est tiré, sans que cette amende puisse être inférieure à 100 fr. — La même amende est due personnellement, et sans recours, par le premier endosseur ou le porteur d'un chèque sans date ou non daté en toutes lettres, s'il est tiré de place à place, ou portant une date postérieure à laquelle il est endossé ou présenté. Cette amende est due, en outre, par celui qui paye ou reçoit en compensation un chèque sans date, ou irrégulièrement daté, ou présenté au paiement avant la date d'émission. (Ainsi remplacé L. 2 août 1917) : Celui qui émet un chèque sans provision préalable et disponible est passible de la même amende. — Si la provision est inférieure au montant du chèque, l'amende

ne porte que sur la différence entre le montant de la provision et le montant du chèque. (Ainsi modifié, L. 12 août 1926): Celui qui, de mauvaise foi, a, soit émis un chèque sans provision préalable et disponible ou avec une provision inférieure au montant du chèque, soit retiré après l'émission tout ou partie de la provision, soit fait défense au tiré de payer, est passible des peines de l'escroquerie prononcées par l'article 405 du code pénal. Dans ce cas, l'amende ne peut excéder le double ni être inférieure à la moitié du montant du chèque.

L'article 463 du code pénal est applicable à ces délits.

Art. VIII. — (Ajouté L. 30 décembre 1911 et complété L. 26 janvier 1917): Le chèque traversé de deux barres parallèles ne peut être présenté au paiement que par un banquier; il ne peut être tiré que sur un banquier. A l'égard des dispositions de la présente loi les agents de change sont assimilés aux banquiers. — Le barrement peut être effectué par le tireur ou par le porteur.

Art. IX. — (Ajouté L. 30 décembre 1911): Le barrement peut être général ou spécial. — Le barrement est général, s'il ne porte entre les deux barres aucune désignation ou seulement la mention « et compagnie »; il est spécial, si le nom d'un banquier est inscrit entre les deux barres. — Le barrement général peut être transformé en un barrement spécial. — Le chèque à barrement spécial ne peut être présenté au paiement que par le banquier désigné. Toutefois, si celui-ci n'opère pas l'encaissement lui-même, il peut se substituer un autre banquier. — Il est interdit au

porteur d'effacer le barrement ainsi que le nom du banquier désigné.

Art. X. — (Ajouté L. 30 décembre 1911) : Le tiré qui paie le chèque barré à une personne autre qu'un banquier, si le barrement est général, ou à une personne autre que le banquier désigné, si le barrement est spécial, n'est pas libéré.

Art. XI. — (Ajouté L. 24 janvier 1917) : Lors de la présentation d'un chèque à l'encaissement, l'addition sur le chèque de la domiciliation pour le paiement, soit à la Banque de France, soit, dans une Banque ayant un compte à la Banque de France, ne donnera ouverture à aucun droit de timbre. Cette domiciliation ne pourra, au surplus, être faite contre la volonté du porteur, à moins que le chèque ne soit barré et que la domiciliation n'ait lieu à la Banque de France, sur la même place.

Art. XII. — (Ajouté L. 12 août 1926) : Il n'est admis d'opposition au paiement du chèque par le tireur qu'en cas de perte du chèque ou de la faillite du porteur.

Si malgré cette défense, le tireur faisait une opposition pour d'autres causes, le juge des référés, même dans le cas où une instance en principal serait engagée, devra, sur la demande du porteur, ordonner la main-levée de cette opposition.

Art. XIII. — (Ajouté L. 12 août 1926) : La remise d'un chèque en paiement, acceptée par un créancier, n'entraîne pas novation. En conséquence, la créance originaire subsiste avec toutes les garanties y attachées jusqu'à ce que le dit chèque soit payé.

Art. XIV. — (Ajouté L. 12 août 1926) : Toute personne ou tout établissement visé à l'article 8 de la Loi du 31 décembre 1924 qui, ayant provision, délivre à son créancier des formules de chèques en blanc, payables à sa caisse, doit, sous peine d'une amende de vingt francs (20 Frs) par contravention, mentionner sur chaque formule le nom de la personne à laquelle cette formule est délivrée.

Art. XV. — (Ajouté L. 12 août 1926) Les : dispositions du second alinéa de l'article 116 du code de commerce, modifié par la loi du 8 février 1922, sont applicables aux chèques.

Vu :

Le Président,

GERMAIN MARTIN.

Vu :

Le Doyen,

H. BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CH. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

Textes législatifs

- Loi du : 14 juin 1865.
» 19 février 1874.
» 30 décembre 1911.
» 26 janvier 1917.
» 2 août 1917.
» 22 mars 1924.
» 28 août 1924.
» 12 août 1926.

AUTEURS CITÉS OU CONSULTÉS

- Bedarride.** — Commentaire de la loi du 14 juin 1865 sur les chèques.
Bellom. — *Le chèque moderne* (*Le Génie Civil*, 1909).
Bonnet. — *La domiciliation pour paiement en matière de chèque.* Clermont-Ferrand, Bajot, 1924.
Bouteron. — *Le chèque, Théorie et pratique.* Dalloz, 1924. — *Le Droit nouveau du chèque.* Dalloz, 1926.
Brethe. — *Théorie juridique des titres à ordre.* *Rev. Trim. de Droit Civil.* 3, 1926, Sirey, 1926.
Feschotte. — *De l'extension de la notion du risque du paiement des chèques.* Les Presses Universitaires, 1923.
Fould. — *Le paiement des chèques perdus, volés, faux et altérés en droit comparé.* Sirey, 1924.
Lyon-Caen et Renault. — *Traité de droit commercial,* t. IV., 4^e ed., 1907.
Germain Martin. — *Chronique Financière. Journal des débats,* 1927-1928.

- John Maynard Keynes.** — *La réforme monétaire.* Simon Kra, 1924.
- L. M. Mitchell.** — *Le chèque dans les pays Anglo-Saxons.* Paris, 1927.
- Nouguier.** — *Des chèques.* Paris, 1865.
- Naquet** — *Traité des droits de timbre.* Larose, Paris, 1894.
- Peuquet.** — *De l'unification du droit en matière de chèque.* Sirey, 1927.
- Planiol.** — *Traité élémentaire de droit civil*, t. II, 10^e éd., 1926.
- Thaller et Percerou.** — *Traité élémentaire de droit commercial*, 7^e éd., 1925.
- A. Wahl.** — *Précis théorique et pratique de droit commercial.* Sirey, 1922.
- R. Wolff.** — *Note sur le système monétaire en France.* Gauthier-Villars, 1926.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

La campagne en faveur du chèque ; ses raisons : remède à l'inflation par billets de banque. Echec presque total de cette campagne, raison principale : l'insuffisance du développement des comptes en Banque. Aperçu de la législation du chèque : énumération des principaux textes. Variétés de chèques existant en France : le chèque ouvert, le chèque barré. Objet et plan de cette étude..... 1 à 10

CHAPITRE PREMIER

Règles suivies par les Banques lors de la délivrance des Carnets de chèques.

Le Service des chèques est sous la dépendance de celui des comptes. Les diverses sortes de comptes. Les titulaires des comptes. Conditions d'ouverture des comptes : Elles sont de plus en plus faciles à cause de la concurrence des Banques. Spécialités touchant la Banque de France. Suggestions. La pratique en Angleterre. La capacité d'avoir un compte emporte-t-elle *ipso facto* celle d'avoir un carnet de chèques ? De la remise des carnets de chèques. Hypothèses diverses. Des formes auxquelles sont astreintes les formules : le timbre, la griffe au nom de l'intéressé, obligation des Banques de prendre un reçu du chéquier. Recommandation aux titulaires des carnets de chèques. Clauses de non responsabilité, leur valeur et leur portée. Examen approfondi..... 11 à 35

CHAPITRE II

Règles suivies par les Banques lors du paiement des chèques.

La Banque ne paye, en principe, que sur remise de ses propres formules : appréciation d'un jugement tout récent du Tribunal Civil de la Seine. Les formules doivent être intactes et rédigées conformément à la loi. Est-il nécessaire qu'elles soient présentées dans l'ordre indiqué au chéquier ? Des mentions à inscrire sur le chèque ; lieu d'émission, date d'émission. La question de la post-date. L'ordre pur et simple de payer. Indication de la somme à payer. Le problème de la provision. Le bénéficiaire du chèque. La nécessité de l'acquit ; la comparaison avec l'Angleterre ; discussion. Le porteur a-t-il à justifier de son identité ? La pratique des Banques.

Le barrement : sa portée, ses effets. Aggravation des risques pour les Banques. Une curieuse circulaire. Que le chèque est quérable et non portable. Les chèques indirects ; le visa, sa signification. La signature du tireur : difficultés pratiques. Essais de systématisation des devoirs des Banques lors du paiement des chèques..... 36 à 73

CHAPITRE III

La responsabilité des Banques dans l'organisation et le paiement des chèques est-elle une question d'équité ou de droit ?

Aperçu sommaire des divers groupes de législations. — a) L'Argentine : le Parlement s'efforce d'énumérer les hypothèses principales dans lesquelles la responsabilité de la Banque est engagée : critique. — b) D'autres législations créent des présomptions de responsabilité : les unes (Japon) contre le tireur : critique ; les autres contre le tiré (Autriche et Hongrie). Examen de ce système ; proposition Fould de Montjou. L'idée de risque substituée à celle de faute. — c) D'autres pays enfin, comme la France dit-on, ne voient dans ces questions de responsabilité que des cas d'espèces. Est-ce exact ? Le législateur

français ne trace-t-il pas de directives ? la loi du 12 avril 1926 : qu'elle règle *ex professo* certains cas de responsabilité. Des pénalités fiscales : détermination du chiffre et du débiteur. Qui plus est, le législateur français a, semble-t-il, un système de répartition des responsabilités. Comparaison du chèque et de la lettre de change. L'Article 145 du Code de Commerce. Responsabilité contractuelle, responsabilité délictuelle : la question de l'option et du cumul. Comment s'analyse le chèque ? Délégation, mandat, stipulation pour autrui, cession de créance, opération complexe. L'article 1992 du Code Civil. Les articles 1382 et suivants du Code Civil. Jurisprudence. Notre législation contient des directives, mais elles sont vagues. Trouverait-on des avantages à substituer l'idée de risque à celle de faute. Que la solution des responsabilités doit être cherchée dans une voie nouvelle. 74 à 104

CONCLUSION

Qu'il existe un moyen d'atténuer dans une très large mesure les risques de perte, de vol et d'altération des chèques ; le moyen c'est l'institution du chèque de virement. Démonstration pratique. Aperçu des législations étrangères. La campagne en France pour le chèque de virement. Ce chèque est-il déjà licite ? Le chèque de virement moyen de lutte contre l'inflation. Le chèque de virement remède au risque de vol, de perte ou de falsification des chèques. La communauté et les Banques ont intérêt à sa création. Son avenir.. 105 à 116

ANNEXE

Loi concernant les chèques.....	117 à 122
Bibliographie.....	123 à 124

TABLE DES MATIÈRES.....	125 à 127
-------------------------	-----------

SAINT-AMAND (CHER). — IMPRIMERIE R. BUSSIÈRE. — 23-5-1928
